

AMÉRIQUES

LA VISITE DE M. GISCARD D'ESTAING AUX ÉTATS-UNIS

DANS UNE « LETTRE A L'AMÉRIQUE »

Acceptez une Europe qui prenne ses propres décisions

écrit le président de la République

L'honorable américain Time publie ce lundi 17 mai une lettre à l'Amérique de M. Giscard d'Estaing. Le président de la République française se livre à une réflexion sur le rôle de l'Europe dans le monde.

M. Giscard d'Estaing attend que les États-Unis dans les prochaines années :

- Le maintien de l'engagement à la défense du monde occidental. La « lettre », est une condition de paix et de progrès vers la détente. C'est aussi, naturellement, un effort national de la part des pays concernés.

- Une contribution active au développement économique et culturel de l'Amérique, à travers la coopération internationale, à savoir la capacité de l'Occident à poursuivre ses efforts et à assurer les responsabilités mondiales sans compromission.

- Une participation active au dialogue avec le tiers-monde. L'indication est très claire : la France ne peut pas se désolidariser de la lutte pour la justice et la paix, estimant que c'est le seul moyen possible d'assurer les conditions d'une véritable paix.

Enfin, le président de la République française fait l'éloge de la politique américaine, et rappelle que la France a toujours été une alliée fidèle de l'Amérique, et que la France a toujours été une alliée fidèle de l'Amérique.

L'IMAGE DE LA FRANCE

Le gouvernement français a demandé à l'Institut d'opinion Harris de poser dans les journaux américains la question de la confiance en la France. Les résultats de cette enquête ont été publiés dans le numéro du 17 mai de l'« American Opinion ». Les Français ont obtenu une image très favorable. 75 % des Américains ont répondu qu'ils ont confiance en la France. 25 % des Américains ont répondu qu'ils n'ont pas confiance en la France. 15 % des Américains ont répondu qu'ils ne savent pas.

A TRAVERS LE MONDE

- Corée du Nord** : Le ministre nord-coréen de la Défense, le général Choi Hyung, a donné sa démission et a été remplacé par le général Kim Il-sung.
- Inde** : M. Ashok Mehta, président du parti du Congrès (opposition), qui avait été arrêté en juin 1975 après la dissolution du Congrès, a été libéré.
- Maroc** : Des commandos du Front Polisario ont attaqué des postes militaires marocains dans la région de Tindouf.
- Pakistan** : Le gouvernement pakistanais a conclu un accord avec l'Inde pour la construction d'une centrale nucléaire.

Deux commentaires de la presse américaine

Washington Post (libéral) : plus proche de Johnson que de Kennedy.

Giscard avait été un capital sur sa relation avec le président Johnson. Mais, depuis l'arrivée de Kennedy, il a été considéré comme un homme de la droite.

New York Times (indépendant) : nous nous souvenons moins que nous le pensions.

Tout d'un coup, nous sommes devenus des amis. Nous nous souvenons moins que nous le pensions.



AVANT M. GISCARD D'ESTAING Trois chefs d'État français sont allés en visite officielle aux États-Unis

Trois chefs d'État français sont allés en visite officielle aux États-Unis. Le premier est Charles de Gaulle, le second est Valéry Giscard d'Estaing, et le troisième est Georges Pompidou.

Le 17 mai 1976, M. Giscard d'Estaing a été reçu par le président Jimmy Carter à la Maison-Blanche.

Le chef d'état-major de l'armée d'El Salvador est arrêté pour trafic d'armes à New-York...

New-York (A.F.P., Reuters, U.P.I.). Le chef d'état-major de l'armée de la République d'El Salvador, le colonel Manuel Alfonso Rodríguez, a été arrêté par la police fédérale pour trafic d'armes à New-York.

Le colonel Rodríguez, qui dirige l'armée salvadorienne depuis 1972, a été arrêté par la police fédérale pour trafic d'armes à New-York.

...ET LE CHEF DE LA POLICE DU GUATEMALA POUR VOIR A L'ÉTALAGE A LOS ANGELES

Los Angeles (U.P.I.). Le directeur général de la police du Guatemala a été arrêté par la police fédérale pour trafic d'armes à Los Angeles.

Argentine LES DÉPOURVUS DE JUAN ET EVA PERON VONT ÊTRE REMISES A LEURS FAMILLES

Buenos-Aires (A.F.P., A.P.). Les dépouilles mortelles de Juan et Eva Peron ont été remises à leurs familles.

JE SERAI UN NÉGOCIATEUR DUR AVEC L'U.R.S.S. déclare M. Carter

Washington (A.F.P.). M. Jimmy Carter a déclaré qu'il sera un négociateur dur avec l'U.R.S.S.

Chili UN BRITANNIQUE RÉVÈLE QU'IL A ÉTÉ CHARGÉ DE SURVEILLER LES OPPOSANTS AU GÉNÉRAL PINOCHET EXILÉS EN ANGLETERRE

Londres (A.F.P.). Un britannique a révélé qu'il a été chargé de surveiller les opposants au général Pinochet exilés en Angleterre.

Brésil

LES CAPITALIS

...des capitaux...

bag

aidez-les à réussir

du 1er au 12 juin

OS-MATH

Club Résident Dragonnière

Handwritten text in Arabic script.

AMÉRIQUES

LOIN DES CAPITALES

Brésil : la Transamazonienne des illusions

L'AUTOBUS s'arrête dans un nuage de poussière au bord du fleuve Tapajós. Sur l'autre rive s'étale Itaituba, chef-lieu d'un des plus grands municipios du Brésil. La ville est faite de maisons basses, en bois pour la plupart. Quelques façades donnent sur le fleuve : le bureau de la maison Araza, avec son inscription étonnante : « Ici, on achète l'or au meilleur prix », le couvent, l'église, la salle des fêtes, un bar, un coiffeur, une boutique de « disques et revues », une « agence de voyages » et deux restaurants. Les autres disparaissent dans la poussière et la brume de chaleur. A Itaituba, dans la journée, il fait 40° à l'ombre. Pas un souffle d'air. Il n'y fait bon que le soir, à partir de 18 heures. Quand la brise du pérouse se lève, une autre vie commence : les gens se promènent sur la jetée ; c'est le rituel quotidien. Minuit, le jour, les boutiques, inondées de lumière, prennent le soir, un air de fête.

L'autobus qui traverse le Tapajós sur un bac transporte son lot de candidats à l'aventure amazonienne : un jeune couple qui a laissé ses trois enfants à Vitória, dans l'espoir de gagner ici au moins le double ; trois jeunes gens à la casquette blanche, jaunes et vertes, les couleurs nationales — portant l'inscription « Transamazonica - Grande Brasil » — ont des sacs sur lesquels on lit : « Colonisation ; intégration ». Ils viennent chercher des emplois de chauffeur à Altamira. L'autobus les a emmenés en long de la route transamazonienne à travers des paysages monotones de lotissements numérotés et de brûlis qu'on finissait pas de fumer ; quarante heures de voyage pour changer la vie. Avec ses 2.300 kilomètres d'étendue à Humaita, la Transamazonienne devait être une « voie ouverte à la colonisation ». Elle devait permettre « l'exploitation de richesses jusqu'à présent inaccessibles », comme le déclarait naguère le président Médici. Elle devait favoriser l'emploi de « la main-d'œuvre accidentée des régions arriérées, grâce à un programme plan de colonisation, destiné pour l'intégration économique et sociale de la nation ». Une infrastructure avait été mise en place : l'Institut de réforme agraire (INCRA) et la Superintendance de développement de l'Amazonie étaient pris en charge la distribution des terres.

HUMAITA, sur les 100 premiers kilomètres déjà achetés, jusqu'à Itaituba, l'aide à la colonisation a été très inégale. Les lots-

sements sont exiguës, les maisons mal construites, les cultures mal choisies. Aux yeux des paysans, l'INCRA a été décevant. La loi de la répartition des terres. Souvent « expropriés » pour n'avoir pas « colonisé dans les règles », les premiers occupants attirés en ces lieux ont continué leur chemin et se sont entassés un peu plus loin dans la forêt. Le second tronçon, Itaituba-Humaita, long de 1.833 kilomètres, par suit pour le moment, qu'auraient des compagnies privées installées dans la région. Ils mettent une douzaine de jours pour arriver jusqu'à Humaita. Dans cette zone, les règlements de compte, les expropriations des possesseurs — ceux qui ont été défrichés — par les agronomes — ceux qui ont été défrichés — ont lieu dans la plus grande discrétion. Les informations officielles, elles, tombent par la « progression de la colonisation ». Ces deux dernières années, c'est en effet, cette région qui a reçu le plus grand pourcentage d'investissements nationaux et étrangers en zone rurale.

RACE à la Transamazonienne et à la route vers l'or, Itaituba, la dernière ville reliée au Brésil officiel par la route, a complètement changé de physionomie en deux ans. Naguère, il n'y avait que quelques huttes, quelques services publics, deux mille huit cents habitants, plus d'électricité à partir de 8 heures du soir et pas de cinéma. Aujourd'hui, il y a plus de deux cents voitures — dont soixante taxis — et douze mille habitants. Une partie de la population vit du caoutchouc. Une autre, la plus importante, a été attirée par les permis, les centres d'exploitation de l'or, et par les multiples activités qui en découlent. Et puis il y a eu les fonctionnaires, qui viennent de Santarém, de Belém, de São Paulo — cadres de l'INCRA, juristes — des courtiers, des généraux d'entreprises.

Beaucoup d'antimotivité sépare tous ces gens. Mais ils ont en commun la volonté de sortir victorieux, c'est-à-dire riches. Ils savent que la lutte consiste à se méfier, à se défendre, à attendre à temps et à éliminer ou bon moment. C'est ce que, à l'heure de la nuit, des attitudes, des gestes, anodins et qui, pourtant, rendent la vie insupportable.

Certains, liés, gagnent vite, et beaucoup. Au petit restaurant de la jetée, le soir, tout normalement à 35 francs. Le Coca-Cola, qui vient normalement

1 croûton (0,35 franc) la bouteille, en vaut 4 sur la Transamazonienne, et 7 à Itaituba.

DANS cette ville où rien ne se passe, la criminalité inquiète les autorités : trente morts par mois en moyenne. La ville est le lieu géométrique de tensions explosives. Rien des colons, qui ont été expropriés des abords de la Transamazonienne, sont arrivés à Itaituba décidés à se défendre. Dans les grimpes, les conditions de vie et de travail sont telles que les révoltes sont fréquentes. En ville, se multiplient les règlements de compte individuels. Itaituba a été déclarée « zone de sécurité », sous contrôle militaire. Le BIS (bataillon d'infanterie de la Silva) est installé à 2 kilomètres. C'est un centre d'entraînement intensif pour les opérations « en terrain difficile ». Il contrôle les entrées et les sorties, envoie des détachements dans les grimpes pour maintenir l'ordre, fait des patrouilles sur la Transamazonienne pour vérifier l'identité des passagers des camions et des autobus.

En ville, trois soldats secondent le juge Almino, en poste depuis quarante ans. Ses méthodes sont empiriques. Du vendredi soir au dimanche soir, Almino est débordé. Les gens, qui, durant la semaine, se couchent tôt parce qu'ils se lèvent tôt, passent leurs week-ends à boire. Le chauffeur aidant, les rancunes accumulées remontent, et l'on sort les revolvers. Quand sa prison est pleine, Almino libère ceux qu'il estime les plus inoffensifs. Les militaires du BIS, eux, relaissent peu.

L'autre jour, raconte le gérant de l'hôtel, ils ont ordonné deux terroristes penes de Manaus. Ici, personne ne nous échappe. Ils ont été emmenés, de même qu'un de leurs amis, qui était à l'hôtel, précédemment dans la chambre que nous occupons. Peu après, on a appris que les deux terroristes avaient été abattus. Quant à l'amal, on n'en a pas entendu parler. Une fois de l'armée est venue chercher sa valise. Personne n'est scandalisé, ni impressionné. La mort est pour tous un défi. Dans ce bout du monde, l'essentiel est d'être du bon côté.

VINGT ans ont fait aujourd'hui, chacun, un ou deux voyages, selon la distance, vers les grimpes. Les pilotes travaillent de dix à douze heures par jour pour approvisionner les chercheurs d'or disséminés dans un rayon de 150 à 800 kilomètres à partir d'Itaituba : de une heure et demie à trois heures d'« envolée ». Les principaux centres d'attraction se trouvent le long du fleuve Tapajós et de ses affluents.

Jamankim, Crepori et Curuti. Aucun n'est accessible par voie terrestre. Certains le sont par le fleuve, mais il y faut des jours. Des soixante-trois grimpes de la région, vingt-deux ne sont desservies que par avion.

Ce qui travaillait dans un de ceux-là, nous explique qu'il lui a fallu plus de six mois d'économies forcées pour payer le prix de son retour. Plusieurs de ses camarades qui avaient voulu s'enfuir par la forêt sont morts. « Le travail par lui-même était plutôt moins dur que ce que j'avais connu avant. On travaillait par équipes à quatre, avec une sorte de zémi, on lève la terre, et l'or peu à peu se détache. Le soir, chaque groupe apporte ce qu'il a ramassé au gérant, qui pèse et qui note. On divise en quatre et on doit alors passer au magasin pour acheter la somme ainsi gagnée de nos dettes. Ce qui reste est à nous. Le problème est que l'on dépense pratiquement tout ce que l'on gagne ».

C'est aussi ce qu'il dit Ze Arara — à la tête aujourd'hui d'une des plus grosses fortunes de la région. Arrivé il y a dix ans du Maranhão, comme presque tous les grimpistes, il n'a fait que travailler qu'une seule année. Trois fois, il a compris qu'il valait beaucoup mieux acheter et vendre l'or que le ramasser. Il a ainsi créé la première maison de commerce d'Itaituba, celle-là même qui domine le fleuve, à côté du couvent. Actuellement, il possède quelques milliers d'hectares. La compagnie de taxi aériens est à lui. Il a trois bureaux, il loue des chambres en ville, et il offre à sa femme des week-ends de shopping. A Manaus, il possède dix centres d'extraction et en a deux en location. Il achète l'or des grimpistes et leur vend tout ce dont ils ont besoin pour « survivre », comme il le dit lui-même.

Ce que Ze Arara oublie de dire, c'est que les grimpistes n'ont pas le droit à la parole ; le gérant abat en toute impunité ceux qui osent proférer des critiques. Il y a, souvent, un prêtre mais pas de médecin, tout juste un dépôt de médicaments. Si — le cas est de plus en plus fréquent — les grimpistes font venir leur famille, il n'y a rien de prévu pour elle. La mortalité y est très élevée, la fièvre y sévit, les plaques d'insectes y sont insupportables. Ceux qui ne meurent pas, reviennent quand de la « saison », nous disait un ancien chercheur devenu vendeur d'or. « Quant à moi, je ne voudrais pas que ma femme achève jamais par quel je me passe pour sortir de la mine ».

REGINE MELLAC.

Le rôle de l'armée d'El Salvador

armées à New-York...
...de la pègre et avaient mené
général des discussions entre les
républicains.

La 15 mai, des agents du département du Trésor, se présentant comme des hommes du taylor, ont pris contact avec les dirigeants d'un hôtel de la zone de New-York, pour demander pour leur venue à l'arrivée des sur-tripartites.

Le colonel Rodriguez, chef des forces armées salvadoriennes, a été officiellement en mission de reconnaissance au Guatemala. Il ne s'agit donc pas d'un simple raid diplomatique.

A Washington, un porte-parole de l'ambassade d'El Salvador a déclaré catégoriquement que son gouvernement n'a eu aucun rôle de police ou de fin de la situation. Il a ajouté que les enquêteurs sont ouverts.

ET LE CHEF DE LA POLICE DU GUATEMALA POUR VOL A L'ETALAGE A LOS ANGELES
Los Angeles (U.P.I.) — Le directeur général de la police du Guatemala a été arrêté le 15 mai, à Los Angeles, pour qu'il venait de voler une montre de montre à l'étalage d'un magasin de bijoux. Le directeur a été condamné à 10 jours d'emprisonnement et à un an de prison. Le directeur a été arrêté le 15 mai, à Los Angeles, pour qu'il venait de voler une montre de montre à l'étalage d'un magasin de bijoux. Le directeur a été condamné à 10 jours d'emprisonnement et à un an de prison.

Argentine LES DÉPUTÉS DE JUAN ET EVA PERON VONT ÊTRE RENVOYÉS A LEURS FAMILLES

Washington (A.P.) — Le président des Etats-Unis, Richard Nixon, a annoncé qu'il avait décidé de renvoyer les députés de Juan et Eva Peron à leurs familles. Les députés ont été arrêtés le 15 mai, à Los Angeles, pour qu'ils venaient de voler une montre de montre à l'étalage d'un magasin de bijoux. Le directeur a été condamné à 10 jours d'emprisonnement et à un an de prison.

M. Carter juge l'absence de la famille Peron à Washington une gêne pour les relations américano-argentines. Les députés ont été arrêtés le 15 mai, à Los Angeles, pour qu'ils venaient de voler une montre de montre à l'étalage d'un magasin de bijoux. Le directeur a été condamné à 10 jours d'emprisonnement et à un an de prison.

M. Carter juge l'absence de la famille Peron à Washington une gêne pour les relations américano-argentines. Les députés ont été arrêtés le 15 mai, à Los Angeles, pour qu'ils venaient de voler une montre de montre à l'étalage d'un magasin de bijoux. Le directeur a été condamné à 10 jours d'emprisonnement et à un an de prison.

Chili REVELE OÙ IL A ÉTÉ CHARGÉ D'OPÉRATIONS AU GÉNÉRAL PINOCHET EN ANGLETERRE

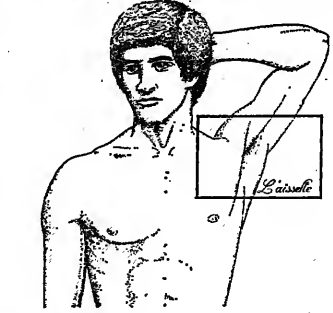
Il a été révélé que le général Pinochet a été chargé d'opérations en Angleterre. Le général a été arrêté le 15 mai, à Los Angeles, pour qu'il venait de voler une montre de montre à l'étalage d'un magasin de bijoux. Le directeur a été condamné à 10 jours d'emprisonnement et à un an de prison.

Decouvrez "les peu sucrés de Volvic"
Buvez naturellement pur, sucré, découvrez Vin aux framboises et Vin aux oranges. Légers et très rafraîchissants, sans produits artificiels, sans gaz, "les peu sucrés de Volvic" ont le goût frais et naturel du fruit.

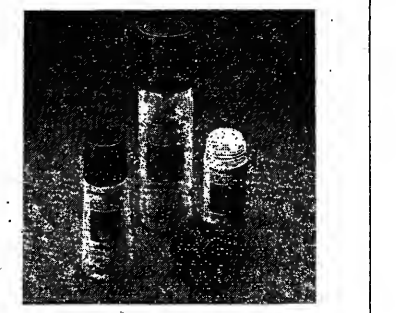
bae aidez-les à réussir
les 10 derniers jours avant le Bac seront déterminants s'il accepte d'être inscrit aux préparations SPECIALES BAC-MATH. Mises au point par D. Geronzi, créateur de SOS-MATH, ces préparations intensives offrent aux candidats A, B, C, D, E les possibilités de concentration indispensables pour prétendre ou succéder.

SOS-MATH
dans un site merveilleux, en bordure de Méditerranée, le Cap Martin, face à Monte-Carlo :
Club Residence Dragonnière
Une résidence "pleins services" pour y vivre un troisième été de dépaysement de toutes les manières.
De grands studios, de vastes 2 pièces (tous avec terrasse et face à la mer) sont immédiatement disponibles.
Pour devenir résident de LA DRAGONNIERE, 2 formules :
- l'achat en toute propriété ;
- l'acquisition au droit d'usage et d'habitation votre vie durant.

Sans alcool, sans parfum, les déodorants Kéops respectent ce que la nature a toujours protégé.



comme irritants pour l'épiderme. Les déodorants Kéops contiennent un nouveau principe qui supprime l'odeur de la transpiration sans bloquer cette fonction naturelle. La gamme des déodorants Kéops comprend un atomiseur, un stick, un savon, un talc, et depuis peu, un déodorant à bille. Elle est agréée par Prestipharm qui contrôle la qualité des produits de dermo-pharmacie.



Déodorants Kéops. Conçus sans éléments irritants.

LE "VRAI" OUEST

A proximité du Bois de Boulogne,
de l'Autoroute de l'Ouest et des périphériques Sud et Nord...

Des bureaux entièrement cloisonnés, bénéficient de prestations
de qualité et équipés de 15 lignes de téléphone...

Dans un cadre agréable au "vrai ouest" de Paris,
au prix de location de :

350F
la mètre carré
+charges

750 m² (divisibles en 2 modules)
14 places de parking
(Possibilité de vente au crédit/bail)

Renseignements et documentation sur demande à :

FRANK ARTHUR
134, BOULEVARD RAUSSEMAN - 75008 PARIS
924-07-69

Adresse _____
Code postal _____ Tél. _____

EUROPE

La R.D.A., cinquième puissance

(Suite de la première page.)

Cela n'a pas toujours été facile. Après 1945, les gens étaient sceptiques. Ils ne nous faisaient pas beaucoup confiance. Il faut bien le dire, l'envie leur revenait souvent. Maintenant, regardons, tout le monde construit, chacun pour son avenir individuel. C'est le signe que les gens se sentent en sécurité. Pour réussir, il a fallu montrer un peu de courage, bien sûr, prendre quelques risques.

Pour nous expliquer à la façon l'évolution psychologique de la population de son village au cours des trente dernières années, le maire de Dachwig a choisi le cadre insolite de la piscine municipale. En dépit des sollicitations de notre accompagnateur, il a refusé de nous conduire dans son bureau de la mairie pour nous le dire. Il a exposé l'introduction, rituellement servi aux visiteurs dans les institutions officielles.

Il prêche d'abord sur le terrain. Le lendemain se déroulent les mêmes les Spartakiades du Kreis (cantons), ces compétitions organisées chaque année dans tout le pays et qui ont fortement contribué à favoriser le sport de masse.

En Allemagne de l'Est, presque chaque enfant d'âge scolaire pratique un sport en dehors de l'école, en même temps qu'il s'initie à un travail manuel dans un club technique.

L'Est est particulièrement fier de sa posture « dimensions olympiques », précise-t-il. « C'est

l'œuvre de la population tout entière. Nous avons écrit une lettre très polie à tous les habitants pour les inviter à venir, en fonction de leurs compétences, mettre la main à la pâte après leur travail. Et voilà le résultat. Nous avons amplement payé le matériel.

On s'imaginait pas le bénéfice qu'a retiré depuis toutes les économies est-allemandes de ces travaux dits volontaires accomplis par la population de tout âge. Ici des membres de la jeunesse allemande libre (F.D.J.) fabriquent des pilons pour une usine de matériel de camping, là des propriétaires de « dachas » aident à effectuer les travaux de voirie dans les chemins aux environs aménagés menant à leurs villas. On pourrait multiplier les exemples : dans tout le pays l'émulation et l'investissement sont permanents.

Avant le neuvième congrès du SED, les appels à la bonne réalisation du plan, à l'augmentation de la productivité ont été plus que jamais pressants. Mais la propagande, véritablement enroulée à Berlin, est déjà plus discrète ici à la campagne. On est entre soi, à quel bout faire de grandes réalisations idéologiques ? Chaque conseiller a sa « rue et une fois par mois, va s'adresser aux conseils de ses électeurs. Ce travail à la base est sans doute plus payant que tous les slogans.

Démographie et main-d'œuvre

Le nombre des habitants de Dachwig n'a pratiquement pas varié depuis des années. Le taux de natalité reste, tel comme ailleurs, désespérément faible. En 1974, il se situait, pour l'ensemble de la R.D.A. à 10,6 ‰. Les familles de trois enfants sont surtout faibles. Il se situe, pour l'ensemble de la R.D.A. à 10,6 ‰. Les familles de trois enfants sont surtout faibles. Il se situe, pour l'ensemble de la R.D.A. à 10,6 ‰.

Le gouvernement ne laisse pourtant pas sur les moyens pour encourager les citoyens à procréer. Tout couple âgé de moins de vingt-cinq ans qui se marie a droit, pour se marier en ménage, à un prêt d'État de cinq mille marks au cours officiel (le mark vaut 1,33 F). La naissance d'un enfant entraîne non seulement l'octroi à la famille d'une prime de mille marks mais encore diminue la somme à rembourser de la naissance du troisième enfant, le crédit n'est plus remboursable.

La main-d'œuvre, problème crucial de la R.D.A., n'en reste pas moins toujours aussi rare. Les prévisions de l'emploi pour le district d'Erfurt, dont dépend la commune de Dachwig, prévoient qu'un plancher sera atteint d'ici cinq ans pour ce qui est de la population active dans l'agriculture. Plus personne, paraît-il, ne veut quitter le village pour la ville. Il y aurait même quelques exemples de retour à la terre. C'est « notre vague nostalgique », nous dit M. Just avec un sourire. Le socialisme « rétro » en quelque sorte.

De cette évolution encore très timide témoigne, par exemple, la coopérative agricole de production végétale d'Andisleben, à un jet de pierre de Dachwig, et l'école moyen des coopérateurs n'attirent jusqu'à cinquante-quatre ans à une certaine époque, nous dit son président, M. Bachmann, qui a lui aussi l'insigne du SED à la boutonnière. Cela ne manquait pas de nous inquiéter. Qu'allions-nous devenir si le vieillissement continuait ? Fort heureusement, la tendance commencent à se renverser et aujourd'hui, le moyen est de quatre-vingt ans. Malheureusement, les jeunes arrivent : deux ou trois par an, nous dit-on.

Les joies du « volontariat »

Dans le bureau du directeur, les portraits de M.M. Honecker, premier secrétaire du SED, et Stoph, président du Conseil d'État, sont accrochés au mur. Très souvent, dans les lieux officiels, un trophée vient « récompenser » les deux précédents, celui de M. Stoph, chef du gouvernement. Ainsi est matérialisé le caractère collectif de la direction politique du district de Erfurt. Le Capitaine de Karl Marx, en son honneur, trône en bonne place dans le bureau. Mais, en son honneur, il y a aussi un exemplaire de la Constitution de la R.D.A.

Le travail de la direction est aujourd'hui presque entièrement automatisé. Au cours des cinq dernières années, la coopérative d'Andisleben a doublé sa production avec environ moitié moins de main-d'œuvre que onze personnes.

nes au total sur une superficie de 8000 hectares. C'est dire le gain de productivité. Les rendements moyens de cette exploitation, qui n'est autrement pas une des plus mauvaises de la région, sont remarquables : 65 quintaux à l'hectare pour le blé (moyenne nationale : 43,3 quintaux à l'hectare en 1974), 400 quintaux pour la betterave à sucre (moyenne nationale : 286,9 quintaux en 1974).

De tels résultats n'auraient pu être acquis, tel comme dans l'ensemble du pays, sans une main-d'œuvre très poussée des femmes dans le monde du travail. Plus de 80 % de la population féminine en âge de travailler est engagée dans la production. La coopérative d'Andisleben s'engage pas à la rigueur. « Ce n'est pas évidemment une question d'argent, c'est aussi un problème de conscience, nous expliquent M. Bachmann. Croyez-vous qu'un homme n'aurait pas fait 15.000 marks par an ? une femme aurait besoin d'être tendue dans un magasin du village ? Non, c'est tout sur les choses autrement. Dans notre société, celui ou celle qui ne travaille pas encourt le risque d'être mal considéré. Il y a une certaine réputation de paresse. » Tiens, en voilà un qui se fait entendre sur le dos de la collectivité !

Heures supplémentaires en semaine, travaux « volontaires » d'intérêt public le samedi ou le dimanche, plan et contre-plan, concours bénévoles pour rendre nos villes et nos villages plus jolis, émus pour le 1er mai ou l'anniversaire de la République, « sans l'exploitation individuelle de l'esprit de compétition, la République démocratique allemande se serait-elle hissée au cinquième rang des puissances industrielles européennes ? Ce culte du travail est toujours de l'enfance. Elle ou garçon, tout enfant doit savoir maîtriser une technique. On incite les jeunes à apprendre tout ou quatre métiers pour pouvoir s'adapter à l'évolution technologique. On exige d'eux, nous dit un responsable de l'Office des questions de jeunesse, « une absolue disponibilité à s'engager personnellement pour ce pays, à renforcer par leur travail son potentiel économique ».

De retour à Erfurt, dans la soirée, nous nous promenons sur l'anger, un étrange espace fermé sur la place d'un tout trafic automobile a été banni ; ici, comme dans bien des villes d'Europe de l'Est, le tramway est roi. Sur le trottoir, quelques adolescents ont peut-être des cheveux longs, mais ils sont très disciplinés. Deux passants, parlant arabe, nous croisent. Sur un défilé d'anniversaire le long des immeubles en réflexion qui bordent la place, nous sommes accueillis par une banderole : « Nos promesses d'offrir le dimanche notre travail pour le 7 octobre 1976. » Ce jour-là, la R.D.A. fête son vingt-septième anniversaire.

MANUEL LUCRET.

Prochain article :
LE ROUGE ÉTAT PRUSSIE

IMPORTANTE
SOCIÉTÉ SUISSE
de
CESTION IMMOBILIÈRE
ET FINANCIÈRE
recherche
Conseillers Financiers
pour vente
NOUVEAU PRODUIT
sans équivalence
● GARANTIES IMMOBILIÈRES
TOTALES ;
● REVENUS EN FRANCS
SUISSES
Adressez références bancaires et photo à :
TELESERVICE
Bor 234,
4 place du Cirque,
CH - 1204 GENEVE

SCPO
Préparation d'ex et annales
sur divers ou sur un thème
● Examen d'entrée 1^{re} année
● Procédure d'admission 2^e année
● Secondes années fin et début
CEPES
Suisse
57, rue Charles-Lafitte, 69 003 LYON
Tél. 722-66-94

Encore un ordinateur IBM 32 qui passe aux actes...



... dans une banque régionale

La Banque DUPUY DE PARSEVAL, une banque de dépôt privée avec son siège social à Sète et deux succursales, l'une à Montpellier, l'autre à Béziers. Au total, 45 agences et un effectif de 250 personnes. Ses activités : les opérations de guichet, l'encaissement des chèques, la gestion des comptes-clients, les prêts habituels, le service des titres, etc.

Ses directeurs, André et Robert Dupuy, sont depuis longtemps convaincus du rôle important que peut jouer l'informatique dans le domaine bancaire, puisque le siège est déjà équipé depuis quatre ans d'un ordinateur IBM 32 modèle 10 qui assure l'ensemble des travaux du groupe. Mais, dans un souci de décentralisation, ils ont décidé d'équiper leurs succursales du petit ordinateur IBM 32. L'un d'eux est déjà installé à Montpellier où il fait office de terminal « intelligent » traitant sur place certains problèmes, mais en liaison directe avec l'ordinateur du siège. Le 32 assure déjà le traitement de la comptabilité locale, la saisie des données en provenance des agences (avec le poste de saisie IBM 3742), la gestion du fichier-clients avec mise à jour de leurs comptes, et à la demande, le calcul des plans d'épargne avec les échelles d'intérêts. Toutes les données comptables traitées par le 32 de Montpellier sont transmises à l'ordinateur central de Sète qui les conserve pour établir le bilan global de la Banque. Le 32 de la succursale de Béziers doit être prochainement installé.

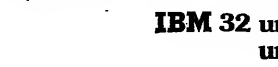
Les améliorations dues au 32 ?... avant tout, un meilleur service à la clientèle : grande rapidité de traitement des documents, repérage facile des erreurs, sécurité et disponibilité immédiate des données traitées. Enfin, une meilleure organisation de la banque favorisant l'autonomie des succursales et le maintien d'une harmonisation à l'échelon central.

Si, comme la Banque DUPUY DE PARSEVAL, des centaines d'entreprises de tous secteurs et de toutes tailles ont déjà choisi le 32, ce n'est pas sans raisons. Ces raisons, nous voudrions vous les faire connaître. Contactez-nous et nous vous conseillerons sur l'art d'associer le 32 à la vie de vos affaires.

IBM - Division des Systèmes de Grande Diffusion :
Paris et région parisienne : M. LOCTIN
Tour Septentrion, La Défense, 92, av. A. Prothin, 92081 COURBEVOIE.
Tél. (1) 776-43-43 - poste 6.000
Bordeaux (Gironde), P. Toulouze
M. FERRE - 351, Bd. du Président Wilson - 33200 BORDEAUX. Tél. (56) 08.84.85
Lille (Amitiens, Cam, Calais, Rouen, Valenciennes) : M. BOULET
250, Av. de la République - B.P. 2219 - 59019 LA MADELEINE. Tél. (20) 51.92.54
Lyon-Eurol (Annonay, Besançon, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, St-Etienne, Valence) : M. DU FAYET DE LA TOUR - 21, Chemin de la Sauvegarde B.P. 13
69130 ECULLY. Tél. (78) 33.61.70
Marseille (Ajaccio, Avignon, Montpellier, Nice, Nîmes, Perpignan, Toulon)
M. STERN - 2, Bd. de Gabès - 13205 MARSEILLE Cedex 2. Tél. (91) 75.07.27
Nantes (Angers, Brest, Le Mans, Niort, Orléans, Rennes, Tours)
M. VILLETTE - 114, Av. de la Libération - 44230 St-SEBASTIEN-SUR-LOIRE.
Tél. (40) 73.47.75
Strasbourg (Metz, Mulhouse, Nancy, Reims, Troyes)
M. FRANK - 16, Rue de Leicester - 67084 STRASBOURG Cedex. Tél. (88) 61.48.15

*Prix de location mensuelle :
à partir de 5 841 F TTC

Prix de vente :
à partir de 224 796 F TTC



**IBM 32 un petit ordinateur
une grande expérience**

صحة من الاحول

Union soviétique

Le physicien Orlov a été interpellé

De notre correspondant

Le physicien Orlov a été interpellé le 15 mai, pendant quelques heures, par la sécurité soviétique. Il a été interrogé sur ses activités de défense des droits civils en URSS. Orlov, qui est un des leaders de la dissidence soviétique, a été arrêté à son domicile à Moscou. Il a été interrogé par des agents de la sécurité intérieure. Orlov a été relâché après quelques heures. Il a été interrogé sur ses activités de défense des droits civils en URSS. Orlov, qui est un des leaders de la dissidence soviétique, a été arrêté à son domicile à Moscou. Il a été interrogé par des agents de la sécurité intérieure. Orlov a été relâché après quelques heures. Il a été interrogé sur ses activités de défense des droits civils en URSS.

ANT DE M. SAKHAROV

Le physicien Orlov a été interpellé

De notre correspondant

Le physicien Orlov a été interpellé le 15 mai, pendant quelques heures, par la sécurité soviétique. Il a été interrogé sur ses activités de défense des droits civils en URSS. Orlov, qui est un des leaders de la dissidence soviétique, a été arrêté à son domicile à Moscou. Il a été interrogé par des agents de la sécurité intérieure. Orlov a été relâché après quelques heures. Il a été interrogé sur ses activités de défense des droits civils en URSS.

LE

M. ROCKEFELLER : les relations germano-américaines meilleures que jamais

De notre correspondant

M. Rockefeller, président de la Commission internationale pour l'Europe, a déclaré que les relations germano-américaines étaient meilleures que jamais. Il a souligné la coopération étroite entre les deux pays dans divers domaines, notamment dans le domaine de la recherche scientifique et de la culture. Il a également mentionné la confiance mutuelle qui règne entre les dirigeants des deux nations.

belfond

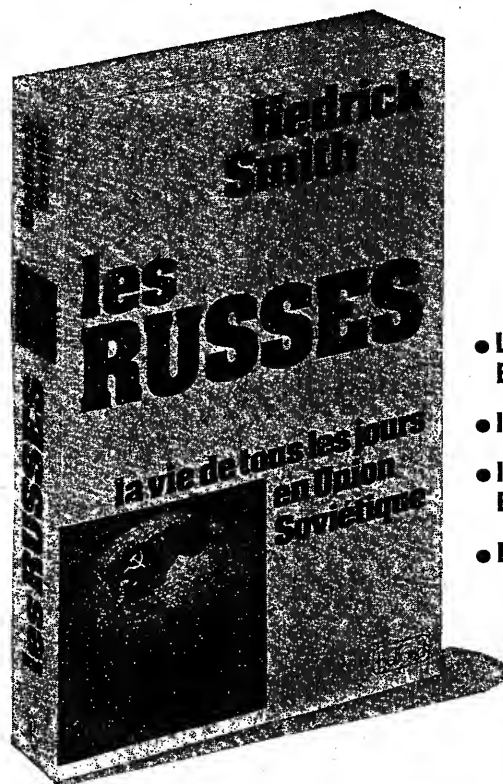
HEDRICK SMITH

ancien Chef du Bureau du New York Times à Moscou

Prix Pulitzer

LES RUSSES

LA VIE DE TOUS LES JOURS EN UNION SOVIÉTIQUE



- LA VIE PRIVÉE
- LES RELATIONS PARENTS-ENFANTS
- LA SOCIÉTÉ DE NON-CONSOMMATION
- RECORDS, STATISTIQUES ET "SYSTÈME D"

- LES COMMUNISTES ET LE "PARTI"
- INFORMATION ET CENSURE
- INTELLECTUELS MARGINAUX ET HOPITAUX PSYCHIATRIQUES
- LA TENTATION DE L'OCCIDENT

le communisme "vécu":
UN DOCUMENT PASSIONNANT ET OBJECTIF

Un fort volume de 512 pages : 49,00 F

belfond

صحة من الاموال

La préparation

des négociations avec le P.C.

annon de la gauche

Le premier comité central de l'U.D.R. convoqué par M. Yves Guéna depuis son élection comme secrétaire général du mouvement, le 14 avril dernier, s'est réuni, samedi 15 mai, à Paris, en présence de M. Jacques Chirac. C'est essentiellement aux problèmes électoraux qu'on s'est consacré lors des débats. L'unité n'est pas facile à obtenir, mais elle est nécessaire. L'U.D.R. doit être l'union de tous les courants de la droite, de la droite modérée à la droite radicale. C'est la seule façon de gagner les élections. M. Chirac a insisté sur la nécessité d'une ligne claire et d'une action coordonnée. Il a souligné que la droite ne peut pas se diviser et qu'elle doit se présenter unie face à la gauche et au centre. M. Guéna a répondu que l'U.D.R. était prête à écouter les conseils de M. Chirac et qu'elle allait travailler à l'unité de la droite.

Thierry Fournier a des pratiques socialistes. M. Chirac a dit que la droite ne peut pas se diviser et qu'elle doit se présenter unie face à la gauche et au centre. M. Guéna a répondu que l'U.D.R. était prête à écouter les conseils de M. Chirac et qu'elle allait travailler à l'unité de la droite.

(1) Centre d'élites, la droite et la gauche ont des intérêts communs.

une attitude partisane et sélective

« L'HUMANITE »

M. René Auzanet, directeur de l'« Humanité », a déclaré que le journal ne se faisait pas d'illusions sur la situation de la France. Il a souligné que la gauche devait être réaliste et qu'elle devait se concentrer sur les problèmes de la population. Il a dit que l'« Humanité » allait continuer à défendre les intérêts du peuple et qu'elle allait travailler à l'unité de la gauche.

M. GUÉNA : nous sommes pour la réforme

M. Yves Guéna a déclaré : « Aujourd'hui, trois points restent préoccupants : d'une part, la réforme de l'enseignement, d'autre part, la réforme de la justice, et enfin, la réforme de la fiscalité. Ce sont des problèmes qui touchent tous les Français. Nous sommes convaincus que la réforme de l'enseignement est la priorité. Elle est la base de tout progrès. Nous allons donc nous consacrer à cette réforme. Nous allons travailler à l'unité de la droite et à l'unité de la gauche. Nous allons travailler à l'unité de la France. »

les tendances du P.C.F.

M. Jean-Claude Guillebaud, président du P.C.F., a déclaré que le parti communiste était prêt à écouter les conseils de M. Chirac et qu'il allait travailler à l'unité de la gauche. Il a souligné que la gauche devait être réaliste et qu'elle devait se concentrer sur les problèmes de la population. Il a dit que le P.C.F. allait continuer à défendre les intérêts du peuple et qu'il allait travailler à l'unité de la gauche.

les tendances du P.C.F.

M. Jean-Claude Guillebaud, président du P.C.F., a déclaré que le parti communiste était prêt à écouter les conseils de M. Chirac et qu'il allait travailler à l'unité de la gauche. Il a souligné que la gauche devait être réaliste et qu'elle devait se concentrer sur les problèmes de la population. Il a dit que le P.C.F. allait continuer à défendre les intérêts du peuple et qu'il allait travailler à l'unité de la gauche.

les tendances du P.C.F.

M. Jean-Claude Guillebaud, président du P.C.F., a déclaré que le parti communiste était prêt à écouter les conseils de M. Chirac et qu'il allait travailler à l'unité de la gauche. Il a souligné que la gauche devait être réaliste et qu'elle devait se concentrer sur les problèmes de la population. Il a dit que le P.C.F. allait continuer à défendre les intérêts du peuple et qu'il allait travailler à l'unité de la gauche.

des élections municipales

LES DEUX TACTIQUES DE L'U.D.R.

- Des listes unitaires de la majorité dans les villes
- Des primaires aux législatives

Le premier comité central de l'U.D.R. convoqué par M. Yves Guéna depuis son élection comme secrétaire général du mouvement, le 14 avril dernier, s'est réuni, samedi 15 mai, à Paris, en présence de M. Jacques Chirac. C'est essentiellement aux problèmes électoraux qu'on s'est consacré lors des débats. L'unité n'est pas facile à obtenir, mais elle est nécessaire. L'U.D.R. doit être l'union de tous les courants de la droite, de la droite modérée à la droite radicale. C'est la seule façon de gagner les élections. M. Chirac a insisté sur la nécessité d'une ligne claire et d'une action coordonnée. Il a souligné que la droite ne peut pas se diviser et qu'elle doit se présenter unie face à la gauche et au centre. M. Guéna a répondu que l'U.D.R. était prête à écouter les conseils de M. Chirac et qu'elle allait travailler à l'unité de la droite.

à la fois conduite en faveur de M. Domitiat, secrétaire général des républicains indépendants, et contre l'U.D.R. Dans l'esprit des socialistes, l'accord majoritaire pour les municipales conditionne les décisions qui seront prises pour les candidatures aux législatives. L'U.D.R. va relancer son action à partir d'un certain nombre de thèmes qu'elle a toujours utilisés et défendus, tels que l'indépendance nationale, le progrès économique, la lutte contre l'inflation, la justice sociale et l'autorité de l'Etat. Elle compte aujourd'hui avec deux ans et demi de retard par rapport à l'opposition, et elle en rend pour une part responsable le président de la République lui-même, dont elle regrette que l'autorité n'ait pas été plus constamment et plus fortement affirmée. M. Chirac, qui n'a assisté qu'à une partie des travaux du comité central, est brièvement intervenu pour souligner l'importance de la compétition électorale. « On commence par l'école et on finit par l'Université », a-t-il estimé pour mieux inclure ses amis à militer eux aussi dans les groupes écologistes afin de les amener à la majorité. D'autres initiatives seront conduites prochainement par l'U.D.R. pour recueillir d'autres « marginaux » dont les concours pourraient être bien précieux dans un ou deux ans.

ANDRÉ PASSERON.

Les seuls à pouvoir retrouver les forces populaires, il faut susciter le rassemblement du peuple français.

Le conseil national du mouvement Génération sociale et libérale, à Nancy

Les jeunes giscardiens se veulent plus réformateurs que leurs aînés

De notre envoyé spécial

Héritier des jeunes républicains indépendants d'avant l'élection présidentielle de 1974 et des comités de soutien au candidat Valéry Giscard d'Estaing, le mouvement Génération sociale et libérale avance, d'ensemble mais sûrement, sur le chemin de la crédibilité politique. La réunion, à Nancy, de son quatrième conseil national a été marquée, comme les précédentes, par les proclamations d'intentions réformatrices et les professions de foi en faveur du changement. Toutefois, le succès de la fête des jeunes giscardiens (qui avait rassemblé quelque trente mille participants en octobre 1975) et l'indécision au sujet de l'organisation des trois mille « carrefours pour Giscard », au mois d'avril dernier, paraissent avoir donné plus d'assurance à G.S.L.

rentil ni aussi autonome qu'ils le souhaitent, mais cela ne les empêche pas de reprocher assez crûment à leurs aînés de la majorité — et de la fédération des républicains indépendants — leur manque de militance et leur peu d'enthousiasme à l'égard de la réforme. Aussi prennent-ils le risque de créer des structures « militantes de base » qui pourraient leur servir un jour « adultes » — qui ont tant de peine à faire décoller leur grand parti « populaire ». Aussi reviennent-ils avec insistance des places sur les listes municipales.

Ainsi se préparent-ils sans doute, comme tout parti de jeunes, à affronter les épreuves de quelques frictions avec les élus-majors de la majorité, tant est étroite la marge de manœuvre et tant est encore modestes, tout de même, la somme de leurs moyens propres.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

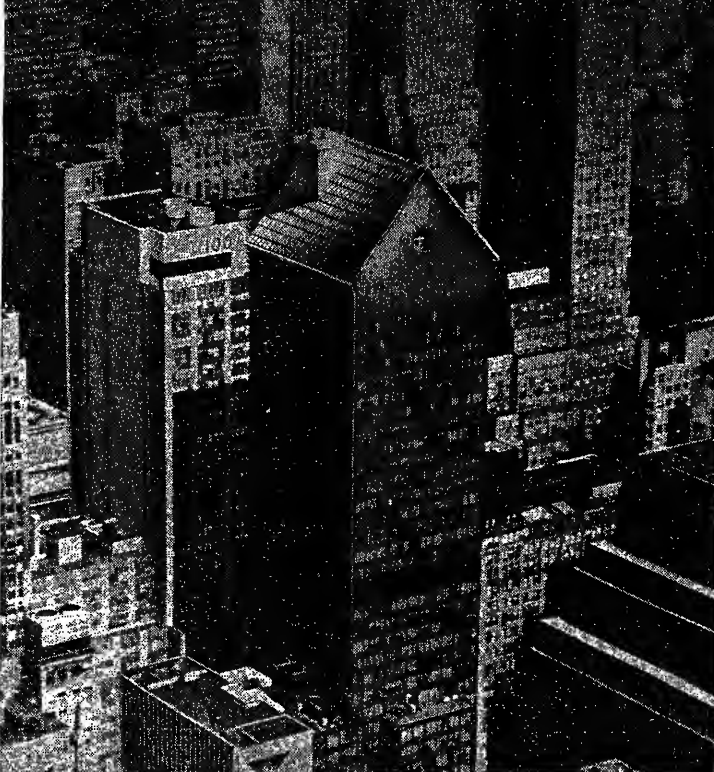
La quatrième réunion du conseil national de Génération sociale et libérale, mouvement de jeunes giscardiens, a eu lieu à Nancy, le 16 mai, à Nancy. La première journée a été consacrée à l'activité de la formation qui compte, selon son secrétaire général, M. Jean-Pierre Ruffin, trente-cinq mille membres. La principale décision annoncée est celle de transformer en structures permanentes du mouvement les « trois mille carrefours pour Giscard », organisée le 24 avril dernier par G.S.L. A cette date, les jeunes giscardiens avaient lancé simultanément, dans toute la France, plus de trois mille réunions (rassemblant dix ou quinze personnes au minimum) pour manifester leur soutien au chef de l'Etat.

« structure organique » permanente destinée à promouvoir l'activité militante des jeunes giscardiens. M. Jacques Dewavrin, secrétaire général adjoint, a souligné que la politique de réforme du chef de l'Etat et en particulier, le projet de taxation des plus-values. Après avoir — sans le nommer — évoqué la candidature de M. Hector Roland, secrétaire général adjoint, à l'Assemblée nationale, M. Dewavrin a déclaré : « Nous nous battons pour la réforme des plus-values. Nous nous battons pour la réforme de la fiscalité. Nous nous battons pour la réforme de la justice. Nous nous battons pour la réforme de l'enseignement. Nous nous battons pour la réforme de la santé. Nous nous battons pour la réforme de la culture. Nous nous battons pour la réforme de la famille. Nous nous battons pour la réforme de la vie. Nous nous battons pour la réforme de la France. »

La première journée a été consacrée à l'activité de la formation qui compte, selon son secrétaire général, M. Jean-Pierre Ruffin, trente-cinq mille membres. La principale décision annoncée est celle de transformer en structures permanentes du mouvement les « trois mille carrefours pour Giscard », organisée le 24 avril dernier par G.S.L. A cette date, les jeunes giscardiens avaient lancé simultanément, dans toute la France, plus de trois mille réunions (rassemblant dix ou quinze personnes au minimum) pour manifester leur soutien au chef de l'Etat.

Après un débat sur la politique universitaire, le mouvement de M. Dominique Pestre a présenté son rapport sur la situation de la formation permanente, l'U.D.R. a souligné que la réforme de l'enseignement est la priorité. Elle est la base de tout progrès. Nous allons donc nous consacrer à cette réforme. Nous allons travailler à l'unité de la droite et à l'unité de la gauche. Nous allons travailler à l'unité de la France.

Ce qui est bien pour une entreprise de 6.000 employés à Cleveland, ne l'est peut-être pas pour une de 300 à Limoges.



La rentabilité d'un matériel dépend, entre autres, de son adéquation au type et à la taille de l'entreprise.

Chez Agfa-Gevaert, cela fait vingt-cinq ans que nous étudions, fabriquons et commercialisons des photocopieurs dans toute l'Europe. C'est dire que nous connaissons bien les entreprises européennes. Alors, à votre demande, nous pouvons établir un diagnostic de votre poste reprographique, si vous le désirez, un devis. De façon claire, simple. Et tous nos appareils sont conçus en fonction des besoins réels d'entreprises comme la vôtre.

Pas de gadgets inutiles. Une capacité réelle qui évite le sous-emploi (le X20, par exemple, est le photocopieur idéal de 3.000 à 30.000 copies par mois).

Nous pouvons même adapter notre système de facturation de façon à vous simplifier la vie.

La prochaine fois que se posera pour vous un problème de copies, consultez-nous.

Agfa-Gevaert DNE 274, avenue Napoléon-Bonaparte 92502 Neuilly-Malmaison Téléphone: 367.81.44

AGFA-GEVAERT

Photocopieurs Agfa-Gevaert. L'alternative européenne.

Sous le signe de l'arbre en fleurs

En présence de M. Michel Ponsolobé, directeur de l'arbre en fleurs, M. Dominique Pestre a déclaré que le mouvement de M. Dominique Pestre a présenté son rapport sur la situation de la formation permanente, l'U.D.R. a souligné que la réforme de l'enseignement est la priorité. Elle est la base de tout progrès. Nous allons donc nous consacrer à cette réforme. Nous allons travailler à l'unité de la droite et à l'unité de la gauche. Nous allons travailler à l'unité de la France.

Sous le signe de l'arbre en fleurs

En présence de M. Michel Ponsolobé, directeur de l'arbre en fleurs, M. Dominique Pestre a déclaré que le mouvement de M. Dominique Pestre a présenté son rapport sur la situation de la formation permanente, l'U.D.R. a souligné que la réforme de l'enseignement est la priorité. Elle est la base de tout progrès. Nous allons donc nous consacrer à cette réforme. Nous allons travailler à l'unité de la droite et à l'unité de la gauche. Nous allons travailler à l'unité de la France.

Sous le signe de l'arbre en fleurs

En présence de M. Michel Ponsolobé, directeur de l'arbre en fleurs, M. Dominique Pestre a déclaré que le mouvement de M. Dominique Pestre a présenté son rapport sur la situation de la formation permanente, l'U.D.R. a souligné que la réforme de l'enseignement est la priorité. Elle est la base de tout progrès. Nous allons donc nous consacrer à cette réforme. Nous allons travailler à l'unité de la droite et à l'unité de la gauche. Nous allons travailler à l'unité de la France.

Publi-Info Dialogues franco-allemands France-Culture - Goethe-Institut « REGIONS ET LANGUES » Hans Pflüger, ministre-président du Land de Rhénanie-Palatinat Olivier Guichard, ministre de l'Éducation nationale, 12 mai, à 15 heures. Centre Culturel Allemand, 11, avenue d'Alsace, 67000 Strasbourg.

Herman Miller, concepteur-designer de meubles aux Etats-Unis, est le créateur d'"Action Office", système qui, pour la première fois dans l'univers du meuble de bureau, repose sur l'étude du comportement et l'analyse des besoins de l'homme au travail.

Herman Miller, concepteur-designer de meubles aux Etats-Unis, est le créateur d'"Action Office", système qui, pour la première fois dans l'univers du meuble de bureau, repose sur l'étude du comportement et l'analyse des besoins de l'homme au travail.

20% d'espace gaspillé!

Souvent beaucoup plus. Parce que les meubles de bureau traditionnels sont conçus pour être posés sur le sol. Ils utilisent l'espace horizontal. Mais ils ignorent l'espace vertical.

Système Action Office : l'espace vertical.

Le système Action Office exploite de façon rationnelle l'espace au-dessus des plans de travail. Les éléments de classement permettent à l'individu de se mouvoir à l'aise en optimisant chacun de ses gestes.

Des structures de sclérose.

Séparations faussement "amovibles", meubles faussement "rationnels": les bureaux actuels se donnent l'alibi du modernisme pour dissimuler leur inadaptation fonctionnelle.

Système Action Office: les structures évolutives.

Dans le système Action Office, formes et matériaux ont été sélectionnés pour évoluer avec vous. Naturellement. Facilement. Si facilement qu'un seul homme suffit à transformer tout un étage.

Résultat: le travail en miettes.

Besoin de concentration. Besoin de communication. Besoin de s'approprier un terrain d'action.
L'individu frustré, par un cadre inadapté, émette son temps.
Et votre argent.

Système Action Office : le rapport Qualité/Temps.

Le centre de recherche Herman Miller a comme objectif de répondre à ces besoins fondamentaux de l'homme au travail. Psychologues, sociologues, et designers y consacrent leur temps et leur talent.

Résultat : amélioration constante du rendement qualitatif et quantitatif.

Panier de crabes.

L'individu mal dans son cadre cultive des frustrations qui se traduisent par une agressivité négative: son énergie est détournée du travail productif, et dirigée contre ses collègues.

Système Action Office: le territoire privé.

Le système Action Office délimite, pour chacun de vos collaborateurs, un territoire d'action où il peut libérer son énergie en travail productif.

L'agressivité devient alors positive. Ceci se traduit par un dynamisme nouveau pour votre société.

Cellule ou ghetto?

C'est à peu près l'alternative. Entre le bureau cerné de quatre murs, coupé du monde, et les vastes halls paysagés où chacun se sent exposé et vulnérable... Rien.
Mais un besoin presque physique de s'évader. A vos frais.

Système Action Office: un nouvel univers.

Intimité de la réflexion. Communications entre l'homme et entre les services dans l'entreprise.
 Seul le système Action Office a été conçu pour répondre simultanément à ces deux besoins fondamentaux. Comment?
 Herman Miller vous invite à vous en rendre compte par vous-même. Du 17 au 21 mai, Semaine Porte Ouverte Action Office.

La 3^e génération de bureau

F. Montaggioni, Directeur Général
d'Herman Miller France et son équipe
seront heureux de vous recevoir dans leurs
nouveaux locaux, 59, avenue d'Éna, 75016 Paris.

M. _____
Société: _____ Fonction: _____

Désire recevoir:

☐ Une invitation personnelle à la semaine Porte Ouverte.

☐ Un dossier documentaire sur le Système Action Office.

EQUIPEMENT

LA MODE BRITANNIQUE
Regime devant les alics
nucleaires

MARC AMBROISE-PENIC
Finalement, il n'y a pas de choix des sites de réacteur nucléaire. Le régime devant les alics nucléaires...
L'Etat de la mer a empêché, le dimanche 16 mai, de continuer les travaux de renforcement du pétrolier l'Urquiola, échoué sur la côte canarienne au large de la Corogne, et responsable de la marée noire la plus importante après celle du «Torrey Canyon».

Pas des pures
Cela n'empêche pas de déclarer, que les associations d'habitants de la région de la Corogne, ont été créées pour défendre les intérêts de la population.

Autre...
Les associations ont été créées pour défendre les intérêts de la population.

Autre...
Les associations ont été créées pour défendre les intérêts de la population.

LE VOLONTARIAT
AU SECOURS
DE LA NATURE
PREMIERE LIGNE
D'INTERVENTION

EQUIPEMENT ET REGIONS

QUALITE DE LA VIE

LA MARÉE NOIRE AU LARGE DE LA COROGNE

L'«Urquiola» menace de se briser

L'Etat de la mer a empêché, le dimanche 16 mai, de continuer les travaux de renforcement du pétrolier l'Urquiola, échoué sur la côte canarienne au large de la Corogne, et responsable de la marée noire la plus importante après celle du «Torrey Canyon».

A cinq mètres de la bombe flottante...

La Corogne. — Encore 5 mètres et nous aurons la plus grosse bombe flottante du monde. Le danger n'est pas de voir le pétrolier se briser, mais de voir la bombe flottante se briser. L'Urquiola, un pétrolier espagnol échoué dans la baie de la Corogne, est à cinq mètres de la bombe flottante. Les experts s'efforcent d'empêcher l'explosion de la bombe.

A PROPOS DE...

LA CONSULTATION DES HABITANTS SUR L'URBANISME

Les associations «poil à gratter»

Reunis à Paris samedi 15 mai, les représentants des associations d'habitants de plusieurs grandes villes (Lyon, Grenoble, Marseille, Nancy, Strasbourg, Orléans, Rouen et Paris) ont constitué un «carrefour national des comités de quartier». Ils ont discuté de la participation à la vie de la cité.

Les associations ont été créées pour défendre les intérêts de la population. Elles ont discuté de la participation à la vie de la cité.

Les associations ont été créées pour défendre les intérêts de la population. Elles ont discuté de la participation à la vie de la cité.

MICHEL CHAMPENOIS
(1) Secrétaire, 24, rue Montgrand, 13006 Marseille.

Quand les chiffres parlent mieux que les mots
il faut laisser la place aux chiffres.

15 avril 1976. Aménagement du territoire : nouveau régime des aides à l'industrialisation. Des mesures concrètes. Chiffres, décisions.

Décentralisation :
20.000 F
par emploi créé.

Une prime à l'emploi est instituée. Elle concerne les activités de bureau. Son montant par emploi créé s'élève à :
20.000 F dans les régions prioritaires
10.000 F dans les autres régions
+ 5.000 F de majoration si le siège social est transféré ou créé dans une zone d'implantation privilégiée.

ASSOCIATION BUREAUX-PROVINCES
Nous vous aidons à réussir votre décentralisation.

39, RUE DE LA BIENFAISANCE - 75006 PARIS 522.86.20

DIRECTEUR MARKETING-VENTES

Une société française de produits pharmaceutiques (chiffre d'affaires 25 millions de francs), filiale d'un important groupe mondial implémenté, recherche pour Paris un Directeur du Marketing et des Ventes. Le titulaire devra être titulaire d'un diplôme de pharmacien, avoir une expérience de 10 ans minimum dans le marketing pharmaceutique. R.A. 2/23524M

CHEF DES VENTES

Filiale d'un puissant groupe international en expansion rapide, une société française (700 personnes, chiffre d'affaires 120 millions de francs) spécialisée dans la production, la transformation et la commercialisation d'emballages et autres articles plastiques, recherche pour Paris un Chef des Ventes. R.A. 2/23524M

INGÉNIEUR CONSEIL

HS CONSEIL, société de Consultants de Direction intervenant auprès des cinquante premières entreprises françaises, recherche pour son Département «Produits», un ingénieur confirmé, responsable du développement de produits à partir d'un portefeuille de 2-3 importants clients. R.A. 2/23524M

ADJOINT DIRECTEUR TECHNIQUE

Applications nouvelles... Un important groupe français leader sur son marché et spécialisé dans le bien-être de l'équipement industriel recherche un Adjoint au Directeur Technique. R.A. 2/23524M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresse C.V. en rappelant la référence à : FA Conseiller de Direction S.A., 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727.35.79

La C.E.E. fait-elle encore confiance aux forces du marché ?

Au fil de la crise qui continue à l'affecter durablement, la Communauté européenne voit-elle en pleine lumière un débat fondamental, mais généralement latent au sein du Marché commun : le choix entre une politique visant au maintien des incertitudes du marché et de la pression concurrentielle, et une politique qui se traduit par une concertation entre pouvoirs publics et pouvoirs privés. Ce qui est au cœur de

ce débat, c'est la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité, d'une option européenne entre, d'une part, la confiance dans les forces du marché pour assurer une croissance durable, et d'autre part, le désir d'un contrôle direct portant sur le redressement industriel, les restructurations, les localisations d'entreprises ou plus simplement la sauvegarde des positions acquises.

par ALAIN JACQUEMIN (*)

Dans son premier rapport sur la politique de concurrence, la Commission déclarait nettement : « La concurrence est le meilleur stimulateur de l'activité économique en garantissant à ses participants la liberté d'action la plus large possible. » Plus précisément, le processus concurrentiel facilite l'adaptation continue des structures de la demande et de l'offre aux évolutions des préférences et des techniques. C'est également un instrument de lutte contre les facteurs d'inflation dans la mesure où, sous de nombreux aspects, celle-ci traduit des rigidités structurelles ne changeant ; c'est aussi un instrument de réalisation d'un meilleur emploi qu'en ce qu'il maintient la structure industrielle, liée à une sous-utilisation du potentiel de travail et à une sous-rémunération des travailleurs qualifiés.

Renaissance des politiques nationalisées

Mais déjà, à cette occasion, certains conflits ont surgi. Il est notamment apparu que la question la plus controversée au sein du conseil concernait les possibilités de compatibilité entre ce contrôle des concentrations et les politiques sociales, régionales et industrielles des Etats membres.

C'est bien ce qui confirme le rapport émis par la Commission sur la politique de concurrence où le plus accordé à l'examen des restrictions de la concurrence provient des pouvoirs publics nationaux, par rapport aux restrictions imposées par le secteur privé.

On y constate que, ne pouvant plus protéger leurs économies industrielles par des systèmes douaniers, les Etats sont de plus en plus tentés de soutenir autrement leurs entreprises. Ce soutien peut être direct, sous la forme d'aides sectorielles ou régionales explicites. Il peut être indirect, sous la forme de diverses réglementations qui sont apparemment destinées à protéger les citoyens en matière d'hygiène et de sécurité, à assurer des recettes fiscales et à établir les marchés, mais qui aboutissent en fait à la pénalisation des produits étrangers ou à leur soutien, au cloisonnement des marchés publics et, plus généralement, au morcellement de la liberté d'établissement. Souvent, par exemple, aux dispositions relatives à la composition, au conditionnement, à la conservation, au poids ou à l'innocuité des produits mis en vente. Ce type de barrières techniques aux échanges joue un rôle important dans des secteurs tels que les véhicules à moteur, le matériel agricole, les machines agricoles, les produits alimentaires et pharmaceutiques. Souvent aussi aux aides nationales, discriminatoires à l'égard des entreprises étrangères, dans des domaines comme la construction navale, l'industrie textile, la construction aéronautique, l'industrie cinématographique.

Inlassablement, la Commission dénonce les abus que ces pratiques peuvent entraîner pour le bon fonctionnement du Marché commun et suggère les moyens de les rendre compatibles avec le sauvetage du processus concurrentiel.

Néanmoins, en son sein même, elle se heurte à des difficultés qu'exacerbent les réticences de la Commission à l'égard de la concurrence et de la libre circulation des produits. C'est ainsi que dans le secteur de l'aide la Commission s'est récemment prononcée en faveur de l'instauration de prix minimaux pour les produits sidérurgiques à l'intérieur du Marché commun, alors que les délé-

gations de certains pays, notamment l'Allemagne et les Pays-Bas, estimaient qu'une telle mesure entraînerait de graves distorsions de la concurrence. Finalement, le conseil des ministres n'a pas retenu cette proposition.

Mais, étonnamment, les industries sidérurgiques allemandes, néerlandaises et le groupe belge-luxembourgeois Arbed-Sidmar (à l'exclusion de la sidérurgie nationale) ont décidé de créer un « groupement économique international » poursuivant un objectif de rationalisation, grâce à la spécialisation et à la distribution en commun.

Cela amène M. Cousté à poser à la Commission des Communautés européennes la question émise suivante (mars 1976) : « La loi qui constituerait un groupement représentant environ 45 % de la production communautaire s'inscrit-elle dans le cadre de la politique de concurrence ? »

Plus fondamentalement, une telle entité économique ne remet-elle pas en cause le principe même de la concurrence, tel qu'il a été posé par les signataires du traité de Paris ?

En matière énergétique, la Commission s'est longuement penchée sur la composition des entreprises pétrolières dans le communautaire, durant la période 1974-1975. Dans son rapport, elle estime qu'il n'y a pas eu de pratiques concertées ou d'abus de position dominante relevant des articles 85 et 86 du traité.

Néanmoins, un problème de « responsabilité et de pouvoir » se pose. Bien loin d'être une surveillance stricte des comportements dans l'avenir, le porte-parole de la Commission se prononce pour un dialogue continu « entre les compagnies auxiliaires et le communautaire » et la Commission à laquelle revient un rôle technique et à laquelle revient la politique.

A nouveau, ce n'est plus au modèle concurrentiel que l'on fait référence, mais à la concertation entre partenaires publics et privés.

Un dernier exemple peut être évoqué dans le secteur agricole. En 1973, la Commission condamnait les principaux producteurs et vendeurs de sucre de la Communauté, qui avaient à la fois contracté un dialogue continu « entre les compagnies auxiliaires et le communautaire » et la Commission à laquelle revient un rôle technique et à laquelle revient la politique.

(*) Professeur à l'université de Louvain et professeur invité à l'université de Paris-Dauphine.

Velléité ou volonté ?

(Suite de la page 21.)

Progressivement l'arbitre est devenu un partenaire comme les autres qui, consciemment ou non, de manière involontaire, ne peut plus renvoyer sur l'écume de notre sys-

tème sans remettre en cause son existence et sa propre légitimité. Face à un tel constat, on peut s'interroger sur la portée des réformes économiques ayant trait au système industriel engendré par le gouvernement ou suggérées par l'opposition.

Le programme commun est-il si différent de la politique gouvernementale ?

Le programme gouvernemental, en s'attachant essentiellement à des réformes susceptibles de modifier la répartition des richesses et des pouvoirs, comporte une grave lacune : nos dirigeants ont le défaut d'interroger sur la question de la performance de notre appareil industriel, rejoignant les bases d'une politique qui assurerait la cohésion de l'intérêt privé et de l'intérêt général, accroissant par des mesures marginales le nombre des bénéficiaires d'un système dégradé, ignorant dans une large mesure des consommateurs, le gouvernement se montre conservateur.

De son côté, le programme commun proposé par la gauche souffre de lacunes analogues et n'est pas dénué d'ambiguïté. En prévoyant notamment la nationalisation de quelques entreprises et secteurs d'activités, les auteurs de ce document se placent sur un registre d'interdiction de celui qu'utilise le gouvernement. Mais, au fond des choses, si les réformes suggérées peuvent conduire à une révolution au sein de la structure des pouvoirs, elles ne semblent pas devoir affecter les modes de comportement des principaux agents économiques. Tout au plus consacrant quelques lignes à la nécessité d'induire une « saine compétition », le programme commun prévoit que les entreprises nationales « favorisent les accords à passer avec les autres entreprises nationales ou avec le secteur privé », en fait, le secteur public constitue le secteur « permis » de développer la coopération « entre les unités économiques. Mais l'expérience nationale enseigne que les entreprises du secteur public n'hésitent pas à adopter des comportements anticoncurrentiels ; par ailleurs, l'observation attentive de notre histoire récente laisse perplexe quant à la clavicule des décisions publiques en matière d'allocation des ressources.

Si le programme commun de la gauche tout comme le train des réformes gouver-

nementales autorise une distribution des richesses plus équitable, on peut regretter que ni l'un ni l'autre ne traite des conditions par lesquelles le montant à répartir pourrait s'accroître. En définitive, le débat consacré à notre système productif est paradoxal. D'un côté, les évènements du système se bercent d'illusions, craignant d'entraîner la libéralisation économique alors que par leurs pratiques ils en cautionnent une variante dégradée ; le corporatisme. En défendant le libéralisme au nom de principes qu'ils respectent pas, ils offrent des armes à leurs adversaires et prêtent le flanc à une critique sévère. D'un autre côté, les opposants au pouvoir en place, pensant condamner un mode de régulation, ne font que souligner les vices de son état. De plus, ils suggèrent des solutions dont on peut craindre qu'elles ne soient étiquées des mêmes imperfections ; ce faisant, ils affaiblissent considérablement la portée de leurs critiques.

Au total, la légitimité de toute organisation économique qui omet de prendre en considération le sort de tous les participants est douteuse, à l'on ne peut à cet égard que déplorer l'omnipotence de nos élites. A défaut des solutions préconisées tant par l'opposition que par la majorité, la nécessaire prise en compte des consommateurs sous la répartition des richesses de pensée et de nos habitudes. Sur ce plan, les programmes de réforme proposés font songer à la politique de réajustement des monuments historiques. Mais il en est de la restauration de notre système économique à l'égard duquel nous sommes légers ; pour utile qu'il soit, l'effet risque d'être de faible durée, et, à défaut de remédier aux causes profondes qu'il affectent, on prend le risque de détenir l'édifice.

FREDÉRIC JENNY
et ANDRÉ-PAUL WEBER.

Une mise en garde

La crise a mis en lumière les limites du processus concurrentiel comme moyen de donner une réponse socialement acceptable aux difficultés de certains secteurs. Ces limites, liées à l'existence de fortes incertitudes, d'urgence technologiques radicales ou de coûts sociaux trop brutaux, montrent la nécessité d'acquiescer à une intervention communautaire qui soit autre chose que « établir le cadre dans lequel s'exerceront les activités des producteurs et le choix des consommateurs » (1). Il s'agit plutôt d'orienter l'activité industrielle, dans le contexte d'un « projet commun de société », vers des objectifs sociaux préalablement fixés. La nécessité d'une pensée européenne originale est, en la matière, encore plus pressante que celle d'une personnalité technologique.

Cela dit, il y a un réel danger que, la faveur de la rapidité et des pouvoirs de veto, un des principes fondateurs de l'économie européenne, à savoir la poursuite d'un seul et même projet, se réduise à la poursuite d'un seul et même projet.

La renouveau des mesures protectionnistes et nationales, la réglementation privée et publique des marchés, risquent de créer une situation d'isolement, tant en empêchant ou en freinant les mutations indispensables, l'adaptation aux conditions technologiques, l'adaptation à la mobilité des ressources et le redéploiement industriel soutenu.

Il s'agit de sauvegarder à l'économie britannique que ou à l'évolution récente de la Communauté italienne (2) pour se rendre compte que la situation qu'il faut à l'Europe n'est pas la même que celle de l'Europe.

Dans cette perspective, les efforts de concertation au niveau européen devraient être conçus, non comme des ruptures, mais comme des « relais » de la politique de concurrence. Ainsi les aides sectorielles et régionales ne devraient être accordées que dans le cadre communautaire, que dans la mesure où une réorganisation peut être achevée dans un laps de temps raisonnable, après lequel le processus concurrentiel jouerait à nouveau. En l'absence d'une telle possibilité, l'aide ne devrait être accordée que pour organiser un repli dans l'ordre, au moins court social ; à défaut, on perdrait des situations dont le change peut devenir telle que les handicaps les secteurs de l'économie. De même, les aides destinées aux secteurs de pointe devraient être conçues comme les moyens d'une mise à niveau internationale où la concurrence est inévitable et non comme le moyen d'imposer au marché la gros projets planifiés autoritairement qui risquent d'être souvent ce que les Anglo-Saxons appellent des « white elephants ».

Si la Communauté ne réagit pas aux pressions qui l'assailent aujourd'hui, tant de l'extérieur qu'en son sein même, nous risquons d'assister à une insouciance grandissante entre la volonté de sauvegarder les vertus d'un système concurrentiel et celle de concéder le fonctionnement de l'économie, par voie publique et privée.

(1) Pour des développements, voir notre ouvrage « Structure industrielle européenne ».

(2) Cette conclusion contraste singulièrement avec celle de la Commission française d'enquête sur la situation de la Communauté européenne opérant en France.

(3) Voir en ce sens B. Linder, « Un modèle de développement économique », in « L'Europe, l'Europe », Mouton, 1974.

Maintenant,
vos pièces détachées
sont à moins de 24 heures
de tous vos clients.

TAT EXPRESS
RESSA NATIONAL

Vos colis urgents de domicile à domicile en moins de 24 heures.

Hôtel Sheraton.
Des boutiques, des restaurants,
des jardins, entre votre chambre
et Montparnasse...

"Le Montparnasse 25", une table gastronomique dans un décor des "années folles", "Le Corail", un bar feutré où il fait bon s'attarder, "La Ruche", un restaurant à service rapide et permanent (de 7 h. à 23 h.), des chambres vastes et silencieuses dominant Paris (équipées d'un bar, d'un téléphone direct, de chaînes couleur et de programmes de films sur TV), des salles de réceptions et de conférences, 2.500 places de parking.

Confort, calme, détente...
Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au milieu de ses pelouses et jardins...
... en plein cœur de Montparnasse.

Pour réserver :

260.35.11.



Paris-Sheraton Hotel

AVENUE DU MARSEIL - RUE DU COMMUNAUTAIRE MONTPARNASSE 25 - 75006 PARIS

Maintenant,
vos clients en rupture de stock
seront approvisionnés
en moins de 24 heures.

TAT EXPRESS
RESSA NATIONAL

Vos colis urgents de domicile à domicile en moins de 24 heures.

14% des foyers français
emploient une
femme de ménage...

Dans un tiers de ces foyers, la femme de ménage joue un rôle de prescripteur pour le choix des marques de produits d'entretien.

C'est la SOFRES qui a fait une étude de marché, elle sait découvrir toutes les clientèles cibles.

La Sofres, outil n°1 du marketing

Service clientèle - 20 rue de Valenciennes - 75001 Paris - Tél. 01 42 56 20 20

ECONOMIE
UNE AUTRE
DE L'EN

TAT EXPRESS
Sur
En r

Le résultat : un résultat
une fo

Le résultat : un résultat
une fo

Le résultat : un résultat
une fo

Le résultat : un résultat
une fo

Le résultat : un résultat
une fo

Le résultat : un résultat
une fo

سكينة الأصيل

سكنا الاول

La loi ou la volonté ?

Il n'est pas sans remettre en cause son statut, et sa propre légitimité. Face à un tel constat, on peut s'interroger sur la portée des réformes entreprises ayant trait au système interne, appliquées par le gouvernement ou imposées par l'opposition.

Le système est-il si différent ?

La décentralisation ?

La décentralisation autorise une distribution plus équitable, on peut même dire qu'il n'y a pas de loi sans décentralisation. En fait, la loi n'est que le reflet de la volonté. Elle ne peut pas être imposée sans la volonté. Elle ne peut pas être imposée sans la volonté. Elle ne peut pas être imposée sans la volonté.

La loi n'est que le reflet de la volonté. Elle ne peut pas être imposée sans la volonté. Elle ne peut pas être imposée sans la volonté. Elle ne peut pas être imposée sans la volonté.

Maintenant, vos pièces détachées ont à moins de 24 heures de tous vos clients.

LA TALEXEXPRESS

Le colis de colis à domicile en moins de 24 heures.

tel Sheraton. L'adresse des restaurants, l'adresse de votre chambre, l'adresse de votre chambre.

Le Sheraton 25, une table gastronomique dans un décor des "années folles". Le 17, un bar futur où il fait bon s'arrêter. L'adresse d'un restaurant à service rapide et agréable (18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-1965-1966-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973-1974-1975-1976-1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024-2025-2026-2027-2028-2029-2030-2031-2032-2033-2034-2035-2036-2037-2038-2039-2040-2041-2042-2043-2044-2045-2046-2047-2048-2049-2050-2051-2052-2053-2054-2055-2056-2057-2058-2059-2060-2061-2062-2063-2064-2065-2066-2067-2068-2069-2070-2071-2072-2073-2074-2075-2076-2077-2078-2079-2080-2081-2082-2083-2084-2085-2086-2087-2088-2089-2090-2091-2092-2093-2094-2095-2096-2097-2098-2099-2100-2101-2102-2103-2104-2105-2106-2107-2108-2109-2110-2111-2112-2113-2114-2115-2116-2117-2118-2119-2120-2121-2122-2123-2124-2125-2126-2127-2128-2129-2130-2131-2132-2133-2134-2135-2136-2137-2138-2139-2140-2141-2142-2143-2144-2145-2146-2147-2148-2149-2150-2151-2152-2153-2154-2155-2156-2157-2158-2159-2160-2161-2162-2163-2164-2165-2166-2167-2168-2169-2170-2171-2172-2173-2174-2175-2176-2177-2178-2179-2180-2181-2182-2183-2184-2185-2186-2187-2188-2189-2190-2191-2192-2193-2194-2195-2196-2197-2198-2199-2200-2201-2202-2203-2204-2205-2206-2207-2208-2209-2210-2211-2212-2213-2214-2215-2216-2217-2218-2219-2220-2221-2222-2223-2224-2225-2226-2227-2228-2229-2230-2231-2232-2233-2234-2235-2236-2237-2238-2239-2240-2241-2242-2243-2244-2245-2246-2247-2248-2249-2250-2251-2252-2253-2254-2255-2256-2257-2258-2259-2260-2261-2262-2263-2264-2265-2266-2267-2268-2269-2270-2271-2272-2273-2274-2275-2276-2277-2278-2279-2280-2281-2282-2283-2284-2285-2286-2287-2288-2289-2290-2291-2292-2293-2294-2295-2296-2297-2298-2299-2300-2301-2302-2303-2304-2305-2306-2307-2308-2309-2310-2311-2312-2313-2314-2315-2316-2317-2318-2319-2320-2321-2322-2323-2324-2325-2326-2327-2328-2329-2330-2331-2332-2333-2334-2335-2336-2337-2338-2339-2340-2341-2342-2343-2344-2345-2346-2347-2348-2349-2350-2351-2352-2353-2354-2355-2356-2357-2358-2359-2360-2361-2362-2363-2364-2365-2366-2367-2368-2369-2370-2371-2372-2373-2374-2375-2376-2377-2378-2379-2380-2381-2382-2383-2384-2385-2386-2387-2388-2389-2390-2391-2392-2393-2394-2395-2396-2397-2398-2399-2400-2401-2402-2403-2404-2405-2406-2407-2408-2409-2410-2411-2412-2413-2414-2415-2416-2417-2418-2419-2420-2421-2422-2423-2424-2425-2426-2427-2428-2429-2430-2431-2432-2433-2434-2435-2436-2437-2438-2439-2440-2441-2442-2443-2444-2445-2446-2447-2448-2449-2450-2451-2452-2453-2454-2455-2456-2457-2458-2459-2460-2461-2462-2463-2464-2465-2466-2467-2468-2469-2470-2471-2472-2473-2474-2475-2476-2477-2478-2479-2480-2481-2482-2483-2484-2485-2486-2487-2488-2489-2490-2491-2492-2493-2494-2495-2496-2497-2498-2499-2500-2501-2502-2503-2504-2505-2506-2507-2508-2509-2510-2511-2512-2513-2514-2515-2516-2517-2518-2519-2520-2521-2522-2523-2524-2525-2526-2527-2528-2529-2530-2531-2532-2533-2534-2535-2536-2537-2538-2539-2540-2541

UNE DÉCLARATION DU DIRECTEUR DE L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI

(Suite de la page 21.)

— C'est-à-dire que dans ces régions, les demandeurs d'emploi qui se trouvent dans une situation plus défavorable que dans d'autres régions ?

— C'est cela. Il n'y a pas plus à pointer. En ce qui concerne les demandeurs secourus, le problème essentiel apparaît être celui de quelques trajectoires. C'est-à-dire de demandeurs qui bénéficient des aides sans pour autant justifier de droits. C'est surtout le travail noir qui est en cause. Le seul moyen efficace paraît être dans la mise en place de quelques équipes régionales d'enquêteurs assermentés qui pourraient effectuer des contrôles ponctuels.

— De telles équipes n'existent pas encore ?

— Non. Je vais donc en mettre en place dans chaque région dans les tout prochains mois.

— Le rôle de l'agence est cependant d'assurer l'orientation et le placement des chômeurs. Or, vos services rencontrent d'énormes difficultés pour remplir cette mission. Quelles sont les décisions que vous avez prises pour faciliter les demandeurs d'emploi et faire face aux nouveaux qui vont se présenter dès juillet ?

— À la rentrée 1975, la situation sera fondamentalement différente de celle de l'année dernière. Certes, nous allons toujours avoir à accueillir un nombre important de demandeurs, notamment de jeunes, à partir de la rentrée de septembre. De plus en plus les formations professionnelles sont de type scolaire, ce qui conduit à mettre sur le marché du travail la plupart des jeunes à la même période de l'année. Mais la reprise économique doit entraîner et entraînera des maintenant des offres nettement plus nombreuses et la tâche qui nous incombe est de rapprocher les offres et les demandes. C'est pourquoi l'agence va mettre en place un certain nombre de dispositifs qui devraient lui permettre tout d'abord de mieux accueillir les demandeurs et d'être nettement plus efficace. En premier lieu le gouvernement vient de nous donner des moyens supplémentaires : l'ANPE est autorisée à recruter, dans les prochains semaines, trois cent cinquante agents, qui seront en priorité affectés à l'amélioration de l'accueil du demandeur, notamment dans un certain nombre d'agences particulièrement surchargées ces derniers mois.

— Les effectifs de l'agence et les moyens dont elle dispose sont-ils suffisants pour conseiller les chô-

meurs, les orienter et les inciter à rechercher un emploi, même dans des endroits éloignés de leur domicile ?

— Pour améliorer l'efficacité générale des procédures de rapprochement entre offre et demande, l'agence se doit progressivement de toute une panoplie

de moyens qui concourent tous à une meilleure insertion ou réinsertion dans la vie professionnelle. Notre premier souci est de bien utiliser les offres d'emploi qui sont déposées à l'agence. Bien les utiliser, c'est d'abord les faire connaître, et pour cela, l'agence met en place en ce moment même des dispositifs modernes de transmission qui vont permettre aux agences d'échanger très rapidement les offres d'emploi.

— C'est ainsi que pour Paris et sa proche banlieue, un réseau dit T.O.P. (transmission des offres de Paris) est en cours d'installation : il sera expérimenté au mois de juin, et placément opérationnel au mois de septembre. Ce dispositif consiste à relier par télé-informatique vingt-huit agences. Les employeurs pourront adresser leurs offres par téléphone, soit à l'une des agences locales de l'ANPE, soit à un « centre d'offres d'emploi ». Les offres seront aussitôt diffusées aux vingt-huit unités parisiennes.

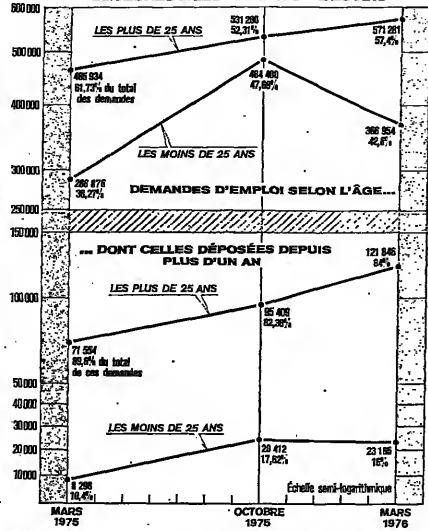
— Ce dispositif sera-t-il étendu à d'autres régions ?

— Dans les mois qui suivront, dix-huit autres agglomérations seront dotées progressivement d'un dispositif comparable. Voici donc un premier moyen pour améliorer l'exploitation des offres déposées. Un deuxième moyen consiste à recourir d'une manière très pratique à la formation. Depuis quelques semaines, l'agence peut sur son initiative lancer des actions, dites actions de mise à niveau.

— Lancer elle-même ?

— Lancer elle-même. Elle ne dispose pas elle-même les formations, mais c'est elle qui a l'initiative de ces actions. Leur caractéristique essentielle est de répondre à des offres qui ont été effectivement déposées dans une agence locale, mais qu'on ne peut satisfaire parce que les demandeurs qui accepteraient ces emplois n'ont pas toutes les qualifications requises.

42,8% DES DEMANDES D'EMPLOI ÉMANENT DE JEUNES AGES DE MOINS DE 25 ANS



Les services de l'agence nationale pour l'emploi, qui recueillent les offres et les demandes d'emploi — dont le graphique retrace l'évolution récente, — sont en mesure, depuis juillet 1975, de faire état des raisons pour lesquelles ces personnes s'inscrivent à l'agence.

En mars 1976, 14,5 % des demandes nouvelles étaient dues à un changement de domicile, 20,7 % à un licenciement pour motif économique, 30,6 % à la suite d'une démission, 14,2 % en raison de la fin d'un contrat à durée déterminée, 4,4 % en raison d'une fin de mission temporaire, 15,2 % émanant de personnes à la recherche d'un premier emploi, 1,2 % des demandes venaient de travailleurs qui, à la suite d'une pause, entendaient reprendre une activité rémunérée et 2,6 % pour des raisons diverses.

Sections spécialisées pour cadres

— Y a-t-il déjà eu des expériences ?

— Une solennelle opération s'est en cours de réalisation ou de lancement. Par ailleurs, pour mieux traiter les problèmes spécifiques des cadres, l'ANPE va mettre en place dans de grandes agglomérations un certain nombre de sections spécialisées. Elles seront chargées de recueillir les offres d'emploi de cadre et de rechercher les demandeurs qui sont le mieux à même de répondre à ces offres.

— Ferez-vous cela séparément ou en liaison avec l'APAC (Association pour l'emploi des cadres) ?

— Nous nous sommes engagés avec l'APAC dans un processus qui devrait conduire à une bonne collaboration entre les deux institutions. Nous avons arrêté avec l'APAC, qui est correspondante de l'agence, un certain nombre d'axes de collaboration précis. C'est ainsi par exemple qu'un dossier d'inscription commun à l'ANPE et à l'APAC est en cours de préparation de manière à faciliter, dans les deux organisations, l'accueil des demandeurs et à diminuer les formalités administratives. En outre, l'agence va mettre en place, en collaboration avec l'ONI, un service spécial à Paris de placement des Français à l'étranger tant pour faciliter les recherches des Français qui souhaitent mener à l'étranger une expérience professionnelle que pour faciliter la tâche des entreprises qui doivent recruter des cadres hors de nos frontières.

— Les pouvoirs publics viennent de majorer pour les jeunes demandeurs la prime de mobilité. Comme le Monde l'a annoncé, est-ce bien l'ANPE qui distribuera cette prime ?

— Le système actuellement en place n'est pas apparu pleinement satisfaisant : en effet, l'agence s'assure que le placement aura précédé elle-même la décision d'accorder ou non la prime de mobilité et les indemnités de recherche d'emploi. Le gouvernement a donc décidé une réorganisation du système

d'accroître de ces primes. Il proposera au Parlement de transférer à l'agence le droit d'accorder ces aides de la même manière qu'elle facilitait plus directement le placement.

— Il est question, dans le VII^e Plan, d'améliorer l'agence à l'occasion d'un prochain recensement. Des initiatives sont-elles en cours ?

— En ce qui concerne le travail temporaire, l'agence étudie effectivement, comme il est normal, de quelle manière pourrait être créé un secteur public de travail temporaire. En dépit d'abus souvent constatés, le travail temporaire correspond à certaines exigences d'une économie moderne et il est parfois demandé par des travailleurs. C'est dans cette perspective que se situe la réflexion menée actuellement à l'agence et qui pourrait déboucher sur des projets précis dans les prochains mois.

— Toutes ces initiatives impliquent un accroissement de travail pour le personnel de l'agence. Le recrutement de trois cent cinquante agents est-il vraiment suffisant ?

— Certes, malgré les renforts substantiels reçus ces deux dernières années, l'importance des tâches à assumer requiert du personnel un effort considérable. Mais nous développons l'ajustement de telle manière qu'il soit mieux à même de faire face à la situation de l'emploi. C'est ainsi que la perspective ouverte par le VII^e Plan est nettement la suivante : le service public de l'emploi fait l'objet d'un programme d'action prioritaire et un important développement des services de l'agence y est prévu. Il devrait conduire à mettre en place d'ici à 1980 une agence locale pour quelque vingt-trois mille salariés au lieu d'une pour trente-deux mille actuellement. L'orientation qui vient de nous être accordée d'embaucher des maintenant trois cent cinquante agents supplémentaires va dans ce sens.

Propos recueillis par JEAN-PIERRE DUMONT.

DIRIGEANTS D'ENTREPRISE. PAS D'AUTORITÉ SANS FORMATION.

An C.J.D. (Centre des Jeunes Dirigeants) nous pratiquons l'auto-formation. À la différence de tous les programmes de formation destinés aux dirigeants, le programme du C.J.D. est fait par des chefs d'entreprise. Pour des chefs d'entreprise. Il colle à la réalité car il répond au cahier des charges établi par les dirigeants eux-mêmes.

Cette formation sur mesure qui fait appel à l'expérience de tous comporte actuellement 4 thèmes forts : Leader et Responsable - Relations extérieures - Dialogue avec les syndicats - Groupes Auto-Diagnostic.

Leader et Responsable : cette session donne aux dirigeants les informations et les moyens pratiques pour améliorer leur compétence dans la conduite de réunions, le déroulement d'une interview, l'animation d'un groupe de travail, la négociation d'un plan de formation avec le Comité d'entreprise. Dialogue avec les syndicats : il permet aux chefs d'entreprise de se familiariser avec l'idéologie, la stratégie et la tactique des grandes centrales et d'aborder les problèmes légaux de la représentation du personnel et des syndicats dans l'entreprise.

Groupe Auto-Diagnostic (GAD) : il fait appel à la richesse, à la compétence qui existe dans le mouvement. Le chef d'entreprise qui veut faire le diagnostic de son entreprise réunit un groupe de dirigeants qui tous ensemble, vont faire une analyse objective et dégager les points forts et les points faibles de l'entreprise. Dans 90 villes de France, adhérer au C.J.D. c'est apporter son expérience aux autres membres mais c'est aussi acquérir l'expérience des milliers de chefs d'entreprise qui sont déjà membres. Si vous voulez faire profiter de votre expérience ou si vous voulez acquiescer celle des autres, adhérez au C.J.D.

SI VOUS CROYEZ À L'ENTREPRISE VENEZ NOUS REJOINDRE.



JEUNES PATRONS.
19 AVENUE GEORGE-V, 75008 PARIS. TEL. 225.91.71

ECONOMIE CONTEMPORAINE

les fonctions économiques TOME 1
3^e édition mise à jour
546 pages : 64,05 F

les phénomènes monétaires TOME 2
2^e édition mise à jour
472 pages : 60,05 F

pufl



Les nouveaux BONS DU TRÉSOR à intérêt progressif

6,50 % à 10,50 %
Taux actuariel brut annuel

À votre choix :
• Intérêts versés à l'échéance lors du remboursement.
• Intérêts des trois premières années versés d'avance à la souscription.
Renseignez-vous sur chacune de ces formules auprès des comptables publics (Trésor et Poste) qui vous fourniront, sans engagement de votre part, toutes les précisions que vous souhaitez obtenir.

حكومة الجزائر

NORD-
PAS-DE-CALAIS

Un poulailler qui remet en question la politique avicole

La France va-t-elle instituer une limitation de la taille des ateliers de production agricole hors sol, autrement dit des poulaillers ? Lors de la première phase de la conférence annuelle agricole, le 13 mai, M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, a retenu une proposition des professionnels qui sera soumise le 17 juin au premier ministre. Il s'agit de limiter le nombre des porcs à l'engraissement à mille huit cents bêtes ou le nombre des truies reproductrices à cent vingt. Les poulaillers ne devraient pas contenir plus de trente mille poules ponduses.

Les élevages de jeunes bovins ne devraient pas produire plus de cent cinquante à deux cents taurillons ou cinq cents à six cents veaux par an.

Pour justifier ces propositions, qui seraient mises en application grâce à un contrôle de l'octroi du permis de construire et à la limitation des aides publiques, les professionnels font remarquer que le développement de la taille de ces ateliers de production implique un recours de plus en plus large au salariat et pose de difficiles problèmes pour le traitement des effluents. Aussi, afin d'assurer également

une maîtrise de l'offre dans les secteurs avicole et porcin, souhaitent-ils que ce type de production soit réservé aux exploitants familiaux pour lesquels des spéculations constituent un complément de revenu.

Ce problème n'est pas seulement théorique. Il s'est révélé avec le projet de création d'un poulailler de quatre cent cinquante mille ponduses, à Hondchoote, dans le Nord. Face aux vives réactions des professionnels, les pouvoirs publics s'efforcent de freiner le projet.

Au ras même de la frontière qui serpente irrégulière au milieu d'un paysage uniformément plat, vert, ponctué de maisons en briques, nées par des rangs de peupliers, voilà le « couvent de l'élevage ». D'un côté de la route étroite qui mène en Belgique, trois ou quatre hangars alignés, longs et gris, sur des dalles de béton, où sont couvés les œufs et élevés les poussins. De l'autre, une maison coquette, flanquée de bâtiments plus fonctionnels : d'une part, les bureaux, de l'autre, les locaux de conditionnement et les garages. Derrière, une aire goudronnée où stationnent des camions aux marques de l'étranger.

Le tout dégage un petit air de déconscience : volée tirée, arrosée mal lavée, avec et payée qui trabouche. Le « couvent de l'élevage » a été mis en règlement judiciaire en décembre 1974. Les poussins et poules se sont mal vendus, les aliments étaient trop chers, le « trou » financier dépassait 10 millions de francs. C'est une société de génèse libre qui fait fonctionner l'entreprise.

Apparemment, c'est l'histoire de la banqueroute malheureuse d'une famille : les Bollenghière. Pourtant, c'est presque une affaire d'Etat qui se développe autour d'Hondchoote : le secrétaire d'Etat à l'Agriculture, M. Pierre Maitte, s'est rendu sur place. M. Christian Bonnet, le ministre, a été prêt d'intervenir. M. Jean Tiberi, secrétaire d'Etat aux Industries minières, doit également faire le déplacement et le prêt à venir le premier ministre informé. Quelques milliers d'aviculteurs du Nord, mais aussi de Bretagne et de Belgique, sont venus manifester, le 14 avril, sur le grand-parc, entre l'hôtel de ville et la cathédrale, deux monuments de pur style gothique flamand.

Pourquoi cette effervescence ? La société doit la capitale appartenir à la famille Bollenghière, a passé un accord avec ses créanciers : les dettes pourront être apurées en dix ans. Toutefois, le « couvent de l'élevage » ne possède pas d'actif immobilier. Tous les bâtiments appartiennent en propre à la famille, qui les loue à la société et qui n'a pas l'intention de « remettre des billes » dans l'affaire. Il fallait donc trouver un partenaire. Jacques Bollenghière a pensé à la firme anglaise de Newark, Eastwood Ltd. Le groupe britannique a accepté plusieurs fois de s'implanter sur le continent, notamment en Belgique. Sans résultat. C'est pour lui une bonne occasion, tout en faisant une belle affaire financière : Eastwood reprendrait à sa charge le règlement du concordat, mais deviendrait actionnaire majoritaire des créanciers. Pour un simple jeu d'écriture, l'opération ne coûterait finalement rien à la firme britannique.

Il y a cependant une difficulté : Eastwood ne s'intéresse pas particulièrement aux poules et aux poussins de ponte produits par le « couvent de l'élevage ». Sa spécialité, ce sont les œufs. Pour convaincre la société britannique, il fallait donc reconstruire les installations. Et surtout leur donner une taille internationale.

Jacques Bollenghière a donc déposé un permis de construire pour sept ateliers de ponte d'une surface totale équivalente à 1 000 mètres carrés, sur un terrain de 5 hectares joignant la frontière. L'ensemble pourrait abriter 460 000 ponduses. C'est énorme. Le permis est accordé. L'enquête de commodo et inconvénient ne relève rien d'anormal. L'administration départementale ne voit pas d'inconvénient à la réalisation du projet. L'objectif régional est rempli : la création de ces poulaillers devrait per-

mettre d'occuper soixante personnes à plein temps. Le maire d'Hondchoote y trouve des avantages : il y a sur la commune une centaine de pavillons neufs inhabités, ce serait une occasion de les vendre sans payer des centimes fiscaux que cela assurerait à la commune. En outre, rien ne s'oppose à ce qu'une firme française soit rachetée par des capitaux belgiques. Jacques Bollenghière pense donc que c'est la fin de ses difficultés.

Respect les aviculteurs. Certes, ils ne sont au courant de rien, alors que le projet est engagé depuis plus de quatre mois. Ni le permis de construire ni l'enquête sur les nuisances n'ont éveillé leur attention. Les services agricoles du département n'ont pas eu le temps d'alerter les aviculteurs. C'est le prêt qui « a passé » le premier au président de la fédération départementale.

La nouvelle fait l'effet d'une bombe. Dans les milieux paysans du Nord, dans les organisations agricoles nationales comme dans les exploitations Eastwood est l'archétype du monstre exterminateur de la paysannerie familiale. Le gigantesque poulailler qui cette société possède en Grande-Bretagne fonctionne comme une usine : les aliments y sont fabriqués avec des céréales canadiennes et du soja américain (210 000 tonnes par an) ; les poules, classées dans des cages longues, pondent 70 millions d'œufs et déversent 180 000 tonnes de liège, dont la moitié est déshydratée pour mettre en valeur les protéines — matières azotées — qui servent réintroduites dans des aliments pour animaux et l'autre destinée à faire de l'humus ; les poules réformées sont transformées en pâté pour chiens ou chats. L'ensemble est soumis à des normes sanitaires très strictes, pour ne pas être ravagé par les épidémies.

« Aller jusqu'au bout »

Que se passerait-il si un géant analogue était implanté à Hondchoote ? Les agriculteurs font deux remarques préliminaires :

• La récupération du liège n'est pas possible en France. D'une part, il est interdit d'importer des fientes déshydratées aux aliments du bétail. D'autre part, le fumier de poule n'est pas utilisable sur les champs de pomme de terre — une production importante du Nord — car il leur donne mauvais goût.

• Ensuite, les responsables agricoles estiment qu'une telle affaire déséquilibrerait gravement le marché de l'œuf. Après deux années de marasme, qui ont provoqué la faillite de nombreux éleveurs, le marché se redresse depuis quelques mois. Les cours atteignent un niveau relativement satisfaisant. Toutefois, l'équilibre entre l'offre et la demande reste précaire : la France, avec une production de 12 milliards d'œufs, est légèrement excédentaire (4 %). Il lui faut donc exporter. Les besoins globaux de la C.E.E. se trouvent satisfaits.

L'implantation d'un poulailler géant à Hondchoote risquerait de bouleverser cette situation. Avec les 460 000 ponduses prévues dans la première tranche des opérations, il saturerait le tiers de la production du département et le cinquième de celle de la région. A son stade final — trois millions de ponduses — le poulailler devrait couler ses produits dans toute la France et dans les autres pays membres de la C.E.E. Le projet met donc en cause toute

l'économie avicole de la Communauté. C'est la raison de la réaction particulièrement vive des producteurs, qui craignent d'être écartés par ce concentré. Quatrième région productive de France, le Nord ne compte actuellement que 280 000 poules en exploitation. Le plus grand élevage français de ce type est installé actuellement en Bretagne avec 70 000 ponduses.

Les plus inquiétés parmi les responsables agricoles sont prêts à considérer que le projet aura des « retombées » économiques intéressantes pour la région. Toutefois, il leur est impossible de tenir ouvertement ce langage, car le syndicalisme avicole est divisé : en simplifiant, les « modernistes » de la C.F.A. (Confédération française de l'agriculture) et les traditionalistes du C.N.A.D.A. (Comité central d'association et de défense des agriculteurs). Techniquement, la C.F.A. est contrainte d'adopter une attitude intransigeante pour ne pas être débordée par le C.N.A.D.A.

Les agriculteurs flamands, dont l'entêtement et l'obstination sont légendaires, sont prêts à « aller jusqu'au bout ». C'est-à-dire empêcher la construction des poulaillers. Actuellement, le terrain de 5 hectares en bordure de la frontière belge a été labouré et emmenagé de lin. Certains pensent que c'est une manœuvre : un moment de la maison, alors que tous les hommes seront occupés dans les champs, les travaux de construction commenceront.

A l'écoule, Jacques Bollenghière, flamand, grand, blond, lourd, qui nous reçoit quelques minutes sur un pas de porte, assure que rien n'est fait. « Les gens parlent, affolent. Je ne démens pas. Je vous dirai toute la vérité quand ce sera fini. J'ai déposé le permis de construire pour intéresser les Anglais à mon affaire, de telle façon qu'ils prennent en charge le concordat. Mais rien n'est conclu. Si les agriculteurs manifestent pour empêcher l'affaire de se réaliser, ils refuseront de signer, car ils ont les autorisations pour faire le même chez eux. Le projet ne porte que sur quatre cent mille ponduses. C'est une unité isolée. Les aliments ne viendront pas de l'étranger, ils seront fabriqués dans la région... Il n'est pas question d'installer trois millions de ponduses... Diter bien que ce projet, qui représente 10 millions d'investissement, est important pour la région ».

Pour lui, l'intervention des Britanniques est surtout l'occasion de se tirer d'un mauvais pas. Il admet que, s'il avait « 1 milliard » en poche, il ne serait pas dans les ennuis.

En attendant « toute la vérité », l'affaire devra se trancher au niveau politique. Un choix douloureux : faut-il, au nom de l'exploitation familiale, empêcher la création d'un poulailler géant par une société capitaliste ? Est-il raisonnable de bloquer, sous la pression des exploitants, un projet qui aura vraisemblablement un effet d'entraînement pour l'économie régionale ? Une solution ménageant la chèvre et le chou est-elle possible ? Pour l'instant, les pouvoirs publics ont choisi la politique de l'autruche : le comité des investissements étrangers aurait ajourné sine die l'examen du dossier ; le comité départemental d'hygiène du Nord qui devrait se prononcer le 21 avril — aussi. Et le ministre de l'Agriculture fait étudier discrètement la possibilité de barrer l'affaire en appliquant la législation sur les œufs.

ALAIN GIRAUDO.

Ecco vous propose des intérimaires.
Pas des bouche-trous.

En juin 1975, une grande usine de Fos-sur-Mer crée d'urgence une cellule administrative.

Le Directeur des Achats a besoin dans la journée du 7 de deux magasiniers, de deux comptables, d'une sténo-dactylo bilingue et de deux secrétaires facturiers.

Le problème est posé à Monsieur Bonifacio, Directeur de l'Agence Ecco de Fos-sur-Mer. Comme nos 150 agents en France, il connaît parfaitement les entreprises de sa région.

Dans la journée, il fournit les sept intérimaires demandés.

Très vite, tous donnent satisfaction. Par leurs qualités professionnelles, et aussi parce qu'ils ont su se faire adopter par tous les services. Cinq d'entre eux sont engagés définitivement.

Ecco met à votre disposition du personnel intérimaire parfaitement adapté à votre entreprise. Ainsi, il est immédiatement opérationnel.

Ecco

Des professionnels aussi qualifiés que ceux qu'ils remplacent.
A Paris : 704.60.98, à Lyon : (78) 52.65.18.

سكنة التاليف

MONDE DE L'ECONOMIE
la politique avicole

...dans les secteurs avicole et porcine...
...type de production soit réservé...

Communauté. C'est le raison de la...
...des producteurs, qui craignent...

...l'indemnité, grand, blond, tout...
...sur un pas de porte, ainsi que...

...pour les producteurs des départements...
...à l'heure où les crédits sont...

ALAIN GIRARD

érimaires.
us.

une grande ferme de Fos-sur-Mer...
...Académie à bréchet dans la journée...

...satisfactions. Par leurs qualités...
...ils ont su se faire...

...personnel intérimaire...
...à l'Empire.

...personnel intérimaire...
...à l'Empire.

...personnel intérimaire...
...à l'Empire.

...personnel intérimaire...
...à l'Empire.

...personnel intérimaire...
...à l'Empire.

...personnel intérimaire...
...à l'Empire.

...personnel intérimaire...
...à l'Empire.

Festival



D'Oshima à Pasolini

Dimanche, est fin de mai...
...l'italienne enregistrée une émission...

« L'Empire des sens » est, en...
...l'histoire d'une servante d'au-

« L'Empire des sens » est, en...
...l'histoire d'une servante d'au-

« L'Empire des sens » est, en...
...l'histoire d'une servante d'au-

« L'Empire des sens » est, en...
...l'histoire d'une servante d'au-

« L'Empire des sens » est, en...
...l'histoire d'une servante d'au-

Le dernier film de Visconti

(Suite de la première page.)

A la symphonie en or, rouge et noir...
...de salon aristocratique, succèdent...

Mele le film ? Mais Visconti ?...
...l'italien à l'italienne, de l'histoire...

« L'Empire des sens » est, en...
...l'histoire d'une servante d'au-

« L'Empire des sens » est, en...
...l'histoire d'une servante d'au-

« L'Empire des sens » est, en...
...l'histoire d'une servante d'au-

« L'Empire des sens » est, en...
...l'histoire d'une servante d'au-

« L'Empire des sens » est, en...
...l'histoire d'une servante d'au-

« L'Empire des sens » est, en...
...l'histoire d'une servante d'au-

Rock

ERIC BURDON A L'OLYMPIA

Les répétitions périodiques d'Eric...
...Burdon commencent par un échauffement...

Le dernier spectacle d'Eric Burdon...
...à l'Olympia, il y a quelques années...

Le dernier spectacle d'Eric Burdon...
...à l'Olympia, il y a quelques années...

Le dernier spectacle d'Eric Burdon...
...à l'Olympia, il y a quelques années...

Le dernier spectacle d'Eric Burdon...
...à l'Olympia, il y a quelques années...

Le dernier spectacle d'Eric Burdon...
...à l'Olympia, il y a quelques années...

Le dernier spectacle d'Eric Burdon...
...à l'Olympia, il y a quelques années...

Le dernier spectacle d'Eric Burdon...
...à l'Olympia, il y a quelques années...

Arts et Spectacles

LA FÊTE DE PARIS DU P.C.

Les arrondissements sous le pavillon de Ballard

La Fête de Paris du P.C.F. qui s'est déroulée samedi et dimanche...

Sous les trois hectares de charpentiers métalliques du pavillon de...
...Ballard, chaque arrondissement présentait un stand où se mêlaient...

Les spectacles se succèdent sans interruption sur la scène...
...du Théâtre Présent. On a juste...

Le concert de Berio dirigé par l'Orchestre national...
...laquelle le compositeur domine son...

Le concert de Berio dirigé par l'Orchestre national...
...laquelle le compositeur domine son...

Le concert de Berio dirigé par l'Orchestre national...
...laquelle le compositeur domine son...

Le concert de Berio dirigé par l'Orchestre national...
...laquelle le compositeur domine son...

Le concert de Berio dirigé par l'Orchestre national...
...laquelle le compositeur domine son...

Le concert de Berio dirigé par l'Orchestre national...
...laquelle le compositeur domine son...

loterie nationale

Mercredi 19 mai à 19 h. à L'EMPIRE

41, avenue de Wagram, Paris

TIRAGE DE LA TRANCHE DES LILAS

Gros lot 2 MILLIONS et 1er tirage du

LOTTO

GALA avec Jean DEHIX et ses marionnettes

Claude BOLLING et son show biz-band

DANIEL GUICHARD

صكذمانالصل

SPECTACLES

M. LE TAC ET LA LOI SUR LA PUBLICITE DES BOISSONS ALCOOLIQUES

« M. Le Tac, depuis l'UDR de Paris, reproche à certaines stations périphériques de radio »

« M. Le Tac, depuis l'UDR de Paris, reproche à certaines stations périphériques de radio »

« M. Le Tac, depuis l'UDR de Paris, reproche à certaines stations périphériques de radio »

« M. Le Tac, depuis l'UDR de Paris, reproche à certaines stations périphériques de radio »

« M. Le Tac, depuis l'UDR de Paris, reproche à certaines stations périphériques de radio »

« M. Le Tac, depuis l'UDR de Paris, reproche à certaines stations périphériques de radio »

« M. Le Tac, depuis l'UDR de Paris, reproche à certaines stations périphériques de radio »

« M. Le Tac, depuis l'UDR de Paris, reproche à certaines stations périphériques de radio »

« M. Le Tac, depuis l'UDR de Paris, reproche à certaines stations périphériques de radio »

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Les femmes et le magister

« Si les femmes ont des obstacles à vaincre, le rôle d'un journaliste est de les dénoncer... »

LUNDI 17 MAI

CHAÎNE I : TF1
20 h. 30 (R.), La caméra du lundi : M. Moron, M. Cottier, C. Aden, avec M. Moron, M. Cottier, C. Aden.

MARDI 18 MAI

CHAÎNE I : TF1
20 h. 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

MARDI 18 MAI

CHAÎNE I : TF1
20 h. 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

MARDI 18 MAI

CHAÎNE I : TF1
20 h. 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

MARDI 18 MAI

CHAÎNE I : TF1
20 h. 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

POISSON-POLISSON (Cam.) : Jean B...
LA FEMME DU CHIEF (F.) : Jean B...
POLICE PYRON 307 (F.) : Jean B...

LES FEMMES DU CHIEF (F.) : Jean B...
LA FEMME DU CHIEF (F.) : Jean B...
POLICE PYRON 307 (F.) : Jean B...

LES FEMMES DU CHIEF (F.) : Jean B...
LA FEMME DU CHIEF (F.) : Jean B...
POLICE PYRON 307 (F.) : Jean B...

LES FEMMES DU CHIEF (F.) : Jean B...
LA FEMME DU CHIEF (F.) : Jean B...
POLICE PYRON 307 (F.) : Jean B...

LES FEMMES DU CHIEF (F.) : Jean B...
LA FEMME DU CHIEF (F.) : Jean B...
POLICE PYRON 307 (F.) : Jean B...

LES FEMMES DU CHIEF (F.) : Jean B...
LA FEMME DU CHIEF (F.) : Jean B...
POLICE PYRON 307 (F.) : Jean B...

LES FEMMES DU CHIEF (F.) : Jean B...
LA FEMME DU CHIEF (F.) : Jean B...
POLICE PYRON 307 (F.) : Jean B...

LES FEMMES DU CHIEF (F.) : Jean B...
LA FEMME DU CHIEF (F.) : Jean B...
POLICE PYRON 307 (F.) : Jean B...

Informations Spectacles
Programmes et des salles
727.42.34

Lundi 17 mai
Théâtre de la Cité internationale
Festral d'Orange

Jazz et pop
Théâtre Montparnasse
Festral d'Orange

Cinéma
Festral d'Orange

Festral d'Orange

Festral d'Orange

Festral d'Orange

Festral d'Orange

Festral d'Orange

Festral d'Orange

Festral d'Orange

Festral d'Orange

Festral d'Orange

Festral d'Orange

Festral d'Orange

Festral d'Orange

Festral d'Orange

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
Offres d'emploi/Pièces encadrées	38,00	42,00
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,57
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.E.
L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Achat/Vente/Location	32,00	37,36
EXCLUSIVITES		
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		



emplois internationaux

emplois internationaux



emplois régionaux

EXPANSIAL

recherche pour société algérienne de travaux routiers, réalisant routes, autoroutes, aéroports, grands travaux hydrauliques et aménagements de zones industrielles

ingénieurs

- Génie Civil spécialisé dans la conduite de gros chantiers de routes et terrassements
- Electromécanicien entretien matériel travaux publics
- Calculateur BA
- Génie Civil et Béton, calcul BA, précontraint, connaissances génie civil constructions métalliques, fondations, bâtiment, etc.
- Exploitation de carrières
- Méthodes et prix de revient
- Etudes routières

Une solide formation de base et une expérience professionnelle d'un minimum 7 années, assureront à des candidats de valeur, une carrière très motivante.

Il est offert :

- de bonnes conditions de séjour :
- logement meublé,
- sécurité sociale et retraite cadre,
- une rémunération élevée (net de l'impôt et transférable).

Les candidatures sont à adresser, sous référence correspondante, à EXPANSIAL, 6, rue Halévy, 75009 PARIS.

Noryl engineering plastics Lexan

Après votre expérience de la vente ou du marketing des matières plastiques ?

En Hollande, à notre siège européen, nous disposons d'une équipe dynamique de spécialistes en marketing (nationalités différentes) et à Evry, près de Paris se trouve le siège social de notre filiale française.

Nous recherchons un **coordonnateur du marketing européen**

qui sera responsable sur le plan européen de la coordination de nos activités dans un secteur industriel particulier. Cet homme, basé en Hollande, devra voyager à travers l'Europe.

et un **responsable du développement pour la France**

Il dirigera les opérations à partir d'Evry et sera membre de notre équipe marketing européenne.

Pour ces deux postes, une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Si vous êtes intéressés par des responsabilités à l'échelle européenne dans une société multinationale très dynamique et des postes à plus amples informations, écrivez nous à : General Electric Plastics B.V., Personnel Department, P.O.B. 117, Bergse op Zoom, Holland ou téléphonez à Mme Bouzon, Evry OTTOL.

General Electric Plastics B.V.

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

cherche :

ingénieur de maintenance

- Pour réparations et maintenance d'équipements et tri automatique de composants électroniques.
- Mise au point de programmes de maintenance et de diagnostics.

La responsabilité d'un groupe de techniciens lui sera confiée après une période de formation.

FORMATION : Ingénieur électronique Grande Ecole.

EXPERIENCE : 1 à 2 ans d'expérience HARDWARE et SOFTWARE sur ordinateurs ou sur systèmes les utilisant.

EXIGENCES DU POSTE :

- bien connaître la programmation
- avoir des notions de mécanique générale
- forte personnalité
- bonne connaissance de l'anglais.

Poste à pourvoir à VILLENEUVE LOUBET.

Pour faire acte de candidature, écrire avec C.V., précis et date de disponibilité à Mme LE GUY, B.P. 05 - 06270 VILLENEUVE LOUBET.

H+T BAU-COMPANY MBH

KIRCHMANN STEINHAUSSTRASSE 2A D-406 OFFENBACH AM MAIN

recherche pour son bureau à OFFENBACH :

1 INGÉNIEUR BATIMENT CONFIRMÉ

EN CANDIDAT, DE FORMATION A. ET M. R.T.P. OU EQUIVALENT, DEVAIT :

- avoir eu moins de 5 ans d'expérience de maîtrise d'œuvre (études et réalisations), de préférence dans la construction d'habitat individuel et l'aménagement d'ensembles immobiliers ;
- être plurilingue (allemand, français, anglais) ;
- posséder un bon sens humain ;
- être capable de dynamisme et d'initiative ;
- avoir le sens des responsabilités.

Il sera responsable d'un projet de construction de 2.000 logements, dans une zone d'habitat individuel.

Langue allemande parlée et écrite.

Avoir et posséder une expérience de l'habitat individuel.

Langue anglaise parlée.

TRES BONNE RECOMMANDEMENT.

1 INGÉNIEUR CONFIRMÉ

GRANDS ECOLES D'INGÉNIEURS, R.T.P. A. ET M. R.T.P. OU EQUIVALENT.

- Avoir une bonne connaissance technique des matériaux de construction du bâtiment ;
- maîtrise de la langue allemande (si possible technique) parlée, lue, écrite ;
- anglais parlé ;
- expérience de l'habitat individuel apprécié.

Envoyer curriculum vitae et lettre recommandée à :

H+T BAU-COMPANY MBH KIRCHMANN STEINHAUSSTRASSE 2A OFFENBACH AM MAIN.

RAZEL

ENTREPRISE RAZEL FRÈRES

recherche pour sa

FILIALE ALGERIENNE

LE DIRECTEUR

D'UN IMPORTANT

PARC DE MATERIEL.

Le lieu de travail se situera à Alger

ELLE EXIGE :

- formation supérieure,
- expérience,
- références.

ELLE OFFRE :

- stabilité d'emploi,
- salaire intéressant,
- logement assuré,
- addition aux organismes sociaux français (caisse des cadres, chômage assurances etc...)

Envoyer C.V. à ENTREPRISE RAZEL FRÈRES

Christ de Sadey S.P. 109

91403 ORSAY Cedex

CONSTRUCTEUR MACHINES-OUTILS

recherche pour CHICAGO

le DIRECTEUR

de la filiale ALGERIENNE

- formation supérieure,
- expérience dans la conduite d'équipements et gestion,
- bonne connaissance de l'anglais.

Mettez votre C.V. à PROFEL S.A.

R.P. 101, 9004 VERVALEX.

ATOM

INGÉNIEUR T.P.

Ingénieur d'état, poste

de recherche, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

de l'énergie, secteur

La Division Travaux Extérieurs

d'un important fabricant de câbles téléphoniques

longues distances recherche pour le MOYEN

ORIENT ET AFRIQUE NOIRS

UN JEUNE INGÉNIEUR

(25 ans maximum)

UN CONDUCTEUR DE TRAVAUX

(25 ans maximum)

ayant expériences de chantiers Outre-Mer, pour

coordination, entretien et gestion de chantiers

de travaux de génie civil.

Formations de préférence Travaux Publics.

Adressez curriculum vitae et photos à n° 883

« le Monde » Pub. 1, 2, des Italiens, 75007 Paris-9,

qui transmettra.

Pour missions de bureau durées

à l'étranger (Afrique Noire

comptant et Angolaise, etc.)

de 3 à 6 mois, nous recherchons

des ingénieurs expérimentés, de

préférence de l'Afrique Noire,

pour l'Afrique Noire, pour

l'Afrique Noire, pour l'Afrique

Noire, pour l'Afrique Noire,

pour l'Afrique Noire, pour

l'Afrique Noire, pour l'Afrique

Noire, pour l'Afrique Noire,

pour l'Afrique Noire, pour

l'Afrique Noire, pour l'Afrique

Noire, pour l'Afrique Noire,

pour l'Afrique Noire, pour

l'Afrique Noire, pour l'Afrique

Noire, pour l'Afrique Noire,

pour l'Afrique Noire, pour

l'Afrique Noire, pour l'Afrique

Noire, pour l'Afrique Noire,

pour l'Afrique Noire, pour

l'Afrique Noire, pour l'Afrique

Noire, pour l'Afrique Noire,

pour l'Afrique Noire, pour

l'Afrique Noire, pour l'Afrique

Noire, pour l'Afrique Noire,

pour l'Afrique Noire, pour

l'Afrique Noire, pour l'Afrique

Noire, pour l'Afrique Noire,

GROUPES AGRO INDUSTRIEL

AFRIQUE NOIRE

FRANCOPHONE

recherche

RESPONSABLE

DE RECHERCHES

AGRICOLLES

Pr. importantes complexes

sorties de culture en

CAMEROUN

Le candidat devra posséder

un diplôme universitaire en

agronomie ou en génie rural,

avoir une expérience de 5 ans

minimum en tant que chef de

service ou en tant que directeur

de recherche.

Env. C.V. et photo à n° 1147

« le Monde », 1, rue de la

Libération, 75004 Paris.

Env. C.V. et photo à n° 1147

« le Monde », 1, rue de la

Libération, 75004 Paris.

Env. C.V. et photo à n° 1147

« le Monde », 1, rue de la

Libération, 75004 Paris.

Env. C.V. et photo à n° 1147

« le Monde », 1, rue de la

Libération, 75004 Paris.

Env. C.V. et photo à n° 1147

« le Monde », 1, rue de la

Libération, 75004 Paris.

Env. C.V. et photo à n° 1147

« le Monde », 1, rue de la

Libération, 75004 Paris.

Env. C.V. et photo à n° 1147

« le Monde », 1, rue de la

Libération, 75004 Paris.

Env. C.V. et photo à n° 1147

« le Monde », 1, rue de la

Libération, 75004 Paris.

Env. C.V. et photo à n° 1147

« le Monde », 1, rue de la

Libération, 75004 Paris.

Env. C.V. et photo à n° 1147

AFRICAN AIRLINES ASSOCIATION

recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le candidat devra :

- être âgé de 25 ans minimum,
- être diplômé d'un établissement universitaire ou équivalent,
- être âgé de 25 ans minimum,
- être titulaire d'un diplôme de l'O.I.A.,
- avoir au moins 5 ans d'expérience professionnelle

soit en tant que secrétaire général

ou en tant que directeur

de l'association.

Un salaire important et de nombreux avantages

seront offerts au candidat correspondant au profil

demandé.

Env. lettre manuscrite, C.V. et lettres de recom-

mandation au plus tard le 30 MAI 1976, à :

The African Airlines Association

P.O. Box 2018

NAIROBI

Env. C.V. et photo à n° 1147

« le Monde », 1, rue de la

Libération, 75004 Paris.

Env. C.V. et photo à n° 1147

« le Monde », 1, rue de la

Libération, 75004 Paris.

Env. C.V. et photo à n° 1147

« le Monde », 1, rue de la

Libération, 75004 Paris.

Env. C.V. et photo à n° 1147

« le Monde », 1, rue de la

Libération, 75004 Paris.

Env. C.V. et photo à n° 1147</

Si les Caracalonsiens se sont imposés, c'est avant tout parce qu'ils ont su profiter de la ballade triomphale de Lézinien en plaquant sans relâche leurs adversaires et en ne leur laissant aucune chance de marquer de jeu. Le troisième ligne a été particulièrement efficace, en démontrant que les plus beaux joueurs du monde ne sont pas forcément répartis par pays (30 et 60 minutes) ou par poids (500 minutes).

Malgré un temps de jeu et de fixation très court, les Caracalonsiens ont obtenu un résultat qui ne saurait être remis en cause.

Mais ce n'est pas tout sur les pentes de la montagne. Les Caracalonsiens ont aussi eu l'occasion de se faire des folles de ballers au manitou carré et à la potrine bombée connue avec comme lieu de rendez-vous le stade de la ville.

A Montigny-lès-Cormelles, la Nordiste Véronique Renties (quinze ans) a enlevé le 800 mètres cadettes en 2 minutes 5 secondes 1, à une seconde du minimum pour Montréal.

En zone européenne A de la Coupe Davis, l'U.R.S.S., représentée par Metreveli et Kakoulia, a éliminé la R.F.A., qui alignait Meller, Pinner et la paire Fausbønder-Pohmann en double.

Le Polonais Wojtek Fibak (vingt-trois ans), nouvel espoir européen, a remporté le tournoi sur terre battue de Bournemouth en battant Manuel Orantes en finale (6-2, 7-9, 6-2, 6-2), après avoir éliminé François Jauffret en demi-finale.

Zolder. — Ferrari peut se prévaloir d'un succès qu'aucun concurrent, en formule 1, n'a jamais encore obtenu : cinq victoires consécutives dans les cinq premiers Grand Prix disputés depuis le début de l'année. Victoires au Brésil, en Afrique du Sud, aux Etats-Unis, en Espagne, et enfin le 16 mai en Belgique. Le succès de Ferrari est d'autant plus remarquable qu'il n'a pas été obtenu sans qu'il n'ait subi de graves revers. Le 10 mai, il avait été battu par Stirling Moss, et le 17 mai, il avait subi une défaite cuisante à l'occasion du Grand Prix de la saison, de conserver son titre, et un pour Kay Reagenzon. On peut, certes, émettre l'hypothèse que Ferrari n'aurait pas eu une réserve à propos du classement du Grand Prix d'Espagne, favorable à Ferrari et à Lancia, à la suite de la disqualification du vainqueur, James Hunt (Mae Laren). Mais, dans ce cas, il est probable que Ferrari n'aurait pas été très triomphant de jour à jour les séquences d'un accident qui n'aurait pas été battu par Hunt.

An point où en sont les choses, Ferrari semble avoir toutes les chances de remporter grand prix du grand prix. La suprématie la regarderait de l'avis de la zone sont même telles qu'un grand chelem est du domaine du possible, encore qu'en sport automobile la part des imprépondérables rende cette éventualité bien minable. A vrai dire, qu'on ne se laisse pas aller à l'optimisme, après un nouveau succès de Fauda en Belgique, est la suivante : quel élite et quelle voiture peuvent battre, dans des conditions normales, les Ferrari ? La réponse la plus changée d'un grand prix est la suivante : la suprématie de Laren, les nouvelles Tyrrell six roues, et la Ligier-Matra de Jacques Laffite.

A Zolder, les Mac Laren de Hunt et de Mass étaient moins compétitives que précédemment. Est même Hunt, le vainqueur éliminé du Grand Prix d'Esne, qui a apporté la meilleure de possible à Landa et à Razzoni en rendant tout dépasser pratiquement impossible pendant le premier quart de la course. Ce genre d'obstruction, aucune réglementation ne peut

De notre envoyée spéciale

écarter ou pénaliser, en éga-
rant à la complexité des impres-
sions, l'absence d'un caractère po-
tique, nuit d'ailleurs au plus ha-
point au spectacle et à la régu-
larité des épreuves automobiles.

Haut, auteur d'un bon tem-
ps aux essais, troublante au débu-
t de la course, il a été, cette fois,
plus lent que Depailler (Tyrrell
à six roues), Laffite (Agier M-
tra) et Schecter (Tyrrell à six
roues (1). Il bloqua cependant
à la fin de la course, ce qui lui
a valu ses trousseaux pour favori-
tisme.

Après l'échappée des deux Ferrari
enleva au Grand Prix de Belgique
l'essentiel de son intérêt. Il
fut, en effet, la dernière fois que
le plan du spectacle, tout le festin
des acrobaties auquel ont dû se
voir Depailler, Laffite et Schecter
pour le dépasser, mais
convaincu que c'est peut-être le
compte, sans de l'enfer, n'en a
pas couru.

Hunt, qui ne sort pas grandi de cette affaire, est même allé au-delà de l'obstruction caractéristique. Lorsque pour la énième fois Jacques Laffite se porta à sa ha-

situation possible, eu égard à la qualité des points de repère. Force est de reconnaître que Ligier s'en tira tout à son avantage. Au fin fond de la grille, à la 12^e place, de Regazzoni diminua et passa à 13 et 3 secondes.

Autant dire qu'à Laffite avait été remis en perspective le fait que la fin du Grand Prix de Belgique était pleine de promesses. Ligier, qui avait été 11^e au départ, était à Mario Andretti (Lotus), relégué pourtant à plusieurs tours sous Ligier.

Après la 10^e boucle, Ligier, dont l'impétuosité était bien naturelle, commit peut-être une petite faute en se précipitant vers la ligne de change, où son Ferrari était terminée, et Laffite, moins motivé, au départ, méritait fatigue, se contentant de terminer à 12^e place. Le plus important était de conserver cette position qui hissait l'équipe Ligier au premier plan de la for-

La Tyrrell à six roues

Il semble que la période de rodage touche à sa fin et que, profitant des débuts de la saison, nous pourrions mieux appréhender les difficultés de la formule 1. L'opinion de Jacques Laffite est, à cet égard, intéressante. « Je suis, tout ça, à tort, que gagner un grand prix était une chose relativement facile, mais maintenant, ça paraît complet à présent; que nous étions trop optimistes. Moi, le pilote, j'ai changé d'avis. Nous pensions que nous étions des professionnels, mais nous sommes sur le bonnet rouge. Parce que nous sommes trop optimistes. Ça va être un véritable étiat de rizi. Chaque grand prix nous permet de mieux comprendre ce qui se passe, mais nous ne sommes pas si sûrs de mieux nous comprendre. »

Sur le coup, la bagarre entre les Ferrari et la Ligier avait été très serrée. Les Ligier ont perdu. Ce serait un oubli de ne pas noter que Jody Scheckter a remporté la victoire. Mais, à cette saison, cette victoire, dont l'originalité le dispute désormais à l'efficacité,

FRANÇOIS JANIN

Figure 1

**CHAMPIONNAT DU MONDE
DES CONDUCTEURS
GRAND PRIX DE BELGIQUE**

1. Lauda (Ferrari); 2. Regazzoni (Ferrari); 3. sec.; 3. LaFitte (Ligier-Matra); 4. sec.; 4. Schekter (Tyrol); 5. 3^e round; 6. 1 min. 31 sec.; 5. Jones (Surtees); 6. 1 tour; 6. Mass (Mac Laren), etc.

Classement du championnat du monde. — 1. Lauda, 42 pts; 2. Regazzoni, 15 pts; 3. Depallier, 10 pts; 4. Schekter et Mass, 6 pts; 5. LaFitte, 7 pts, etc.

Cyclisme

A deux mois des Jeux olympiques le Français Daniel Morelon a été éliminé dans la finale du Grand Prix de Paris de vitesse par l'Espagnol José Fontet et par l'Italien Giorgio Bonik.

Grâce à sa deuxième place derrière l'Allemand Thaurau dans la dernière épreuve disputée contre la monture d'Espagne José Pizarro dans la finale de la Tour d'Espagne devant ses compatriotes Luis Ocana et Václav.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION Trente-quatrième tour	
Paris-St-Germain et Nantes.....	2-1
Valenciennes et Nice.....	0-0
Alcyon et ...	1-0
... Bordeaux.....	2-2
Bastia et Nice.....	2-2
Strasbourg et Valenciennes.....	2-2
Troyes.....	1-1
Lyon et Nantes.....	1-1
Amiens et Lens.....	1-1
... Valenciennes.....	1-1
Classement. — 1. Nice, 45 pts ;	
2. Nantes, Saint-Etienne (31 m.) et	30 m.
3. Lens, 37 m. ; 4. Troyes, 37 m. ;	37 m.
5. Marseille, 37 m. ; 6. Bastia (33 m.) ; 7.	33 m.
8. Nîmes, Valenciennes (33 m.) et	33 m.
9. Alcyon (33 m.) ; 10. Amiens (33 m.) ;	33 m.
11. Strasbourg (33 m.) ; 12. Lyon (33 m.) ;	33 m.
13. Lens, 33 m. ; 14. Troyes, 32 m. ; 15. Mo-	32 m.
naux, 32 m. ; 16. Valenciennes, 28 m. ;	28 m.
17. Alcyon, 17 m.	17 m.

DEUXIEME DIVISION
(Trente-deuxième journée)
GROUPE A

[illegible]

Handball

La Stella Sports de Saint-Mour et Strasbourg ont pris une option sur la qualification à la finale du championnat de France en gagnant respectivement à Dijon par 25 à 18 et

Hippisme

Le prix Brousseau disputé à Longchamp et retenu pour les paris couplé gagnant et tiercé et été gagné par Count Down, suivi de Hill Point et de Noema de Saphir. La combinaison gagnante est 14-10-2.

Metemulism

TOUR DE FRANCE
1. Rigal (Honda). 63 h. 33 min. 49 sec. 9 ; 2. Vial (Kawasaki), 63 h. 34 min. 20 sec. 2 ; 3. Chomat (Kawasaki), 63 h. 43 min. 36 sec. 6 ; 4. Geneletti (BMW). 63 h. 46 min. 10 sec. 8.

Le ministre de l'intérieur et la police croient à un acte terroriste

[illegible]

DEUX EXPLOSIONS
ONT ENDOMMAGÉ
LES LOCAUX ADMINISTRATIFS
DE « L'AÏROPE »

[illegible]

**Avant la transformation de son magasin
Jean Eté, joaillier parisien
vous offre toutes ses collections
à des prix incroyables.
Remises de 20 à 40 %**

JEAN ETE

*Sera heureux de vous accueillir à partir du 17 mai dans son magasin
70 Faubourg Saint-Honoré*

Figure 1

Vente exceptionnelle autorisée sous le N° 053 LI

هكذا من الأهل

LES RÉSULTATS

Cyclisme
A deux mois des Jeux olympiques de Montréal, les Français ont obtenu de bons résultats dans la compétition internationale. Les Français ont obtenu de bons résultats dans la compétition internationale. Les Français ont obtenu de bons résultats dans la compétition internationale.

Football
CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION. Les résultats de la première division de football sont les suivants : Les résultats de la première division de football sont les suivants : Les résultats de la première division de football sont les suivants :

Deuxième division
Les résultats de la deuxième division de football sont les suivants : Les résultats de la deuxième division de football sont les suivants : Les résultats de la deuxième division de football sont les suivants :

Handball
Les résultats du championnat de handball sont les suivants : Les résultats du championnat de handball sont les suivants : Les résultats du championnat de handball sont les suivants :

Hockey
Les résultats du championnat de hockey sont les suivants : Les résultats du championnat de hockey sont les suivants : Les résultats du championnat de hockey sont les suivants :

Jeux de société
Les résultats des jeux de société sont les suivants : Les résultats des jeux de société sont les suivants : Les résultats des jeux de société sont les suivants :

Jeux de société
Les résultats des jeux de société sont les suivants : Les résultats des jeux de société sont les suivants : Les résultats des jeux de société sont les suivants :

Jeux de société
Les résultats des jeux de société sont les suivants : Les résultats des jeux de société sont les suivants : Les résultats des jeux de société sont les suivants :

Jeux de société
Les résultats des jeux de société sont les suivants : Les résultats des jeux de société sont les suivants : Les résultats des jeux de société sont les suivants :

Jeux de société
Les résultats des jeux de société sont les suivants : Les résultats des jeux de société sont les suivants : Les résultats des jeux de société sont les suivants :

Jeux de société
Les résultats des jeux de société sont les suivants : Les résultats des jeux de société sont les suivants : Les résultats des jeux de société sont les suivants :

Jeux de société
Les résultats des jeux de société sont les suivants : Les résultats des jeux de société sont les suivants : Les résultats des jeux de société sont les suivants :

Jeux de société
Les résultats des jeux de société sont les suivants : Les résultats des jeux de société sont les suivants : Les résultats des jeux de société sont les suivants :

Jeux de société
Les résultats des jeux de société sont les suivants : Les résultats des jeux de société sont les suivants : Les résultats des jeux de société sont les suivants :

Jeux de société
Les résultats des jeux de société sont les suivants : Les résultats des jeux de société sont les suivants : Les résultats des jeux de société sont les suivants :

Jeux de société
Les résultats des jeux de société sont les suivants : Les résultats des jeux de société sont les suivants : Les résultats des jeux de société sont les suivants :

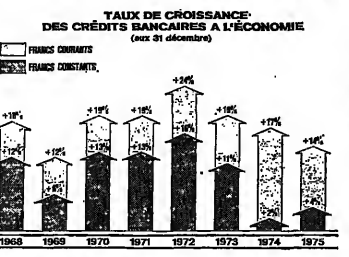
Jeux de société
Les résultats des jeux de société sont les suivants : Les résultats des jeux de société sont les suivants : Les résultats des jeux de société sont les suivants :

Jeux de société
Les résultats des jeux de société sont les suivants : Les résultats des jeux de société sont les suivants : Les résultats des jeux de société sont les suivants :

Les banques en question

UNE AMÉLIORATION PEUT-ÊTRE TEMPORAIRE

APRÈS une année 1974 difficile, marquée à la fois par une grève longue et coûteuse, un endettement du crédit bancaire, un déclin des crédits à court terme, une forte hausse du coût des ressources et l'obligation de constituer auprès de l'Etat d'énormes réserves de précaution, le secteur bancaire français a-t-il connu une amélioration temporaire ?



Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ?

Un phénomène transitoire
Malgré les banques les plus lucides estiment que ces résultats ne sont qu'un phénomène transitoire, alors que les données permanentes de l'évolution des taux leur a été propice. Le bal des taux d'intérêt à court terme, qui a permis de réduire le coût des ressources, a permis de reconstruire les marges commerciales fort étendues. Les résultats des banques pour l'exercice 1975 reflètent fidèlement cette reconstruction, avec parfois même des performances très faibles, en dépit d'un vigoureux développement des crédits bancaires.

Tension sociale
La tension sociale est un phénomène permanent. La tension sociale est un phénomène permanent. La tension sociale est un phénomène permanent. La tension sociale est un phénomène permanent.

Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ?

Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ?

Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ?

Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ?

Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ?

Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ?

Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ?

Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ?

Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ?

Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ?

Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ?

Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ?

Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ?

Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ?

Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ?

Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ?

Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ?

Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ?

Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ?

Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ?

Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ?

Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ? Les banques ont connu une amélioration temporaire, mais cette amélioration est-elle durable ?

L'INSTITUTION bancaire en France va-t-elle connaître son heure de vérité ? La forte baisse qui a suivi les mesures de libéralisation prises en 1968 par M. Michel Debré et qui fut marquée par un doublement du nombre des guichets entre 1967 et 1973, ainsi que par un gonflement spectaculaire des effectifs, a fait place à une progression très lente en valeur réelle, qui risque d'entraîner une révision profonde des objectifs et des méthodes.

Bien plus, les banques se trouvent exposées à leur tour aux critiques des consommateurs, qui entendent voir chiffrer à leur juste valeur les services rendus de part et d'autre, notamment pour l'utilisation des chèques et la rémunération de l'épargne. Enfin, comme toutes les autres institutions, leur vocation est remise en cause par l'opinion publique, qui leur reproche, pièce-mise et sans nuances, les ponctions qu'elles opèrent sur l'économie autant que leur présence, jugée excessive. Leur action est passée au double crible de l'efficacité et de l'adéquation au service public.

LA TARIFICATION DES SERVICES

Une « première » fort discutée

La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée.

La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée.

La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée.

La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée.

La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée.

La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée.

La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée.

La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée.

La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée.

La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée.

La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée.

La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée.

La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée.

La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée. La mise en œuvre de la tarification des services bancaires est une première fort discutée.

Vous avez une banque... avez-vous un banquier ?

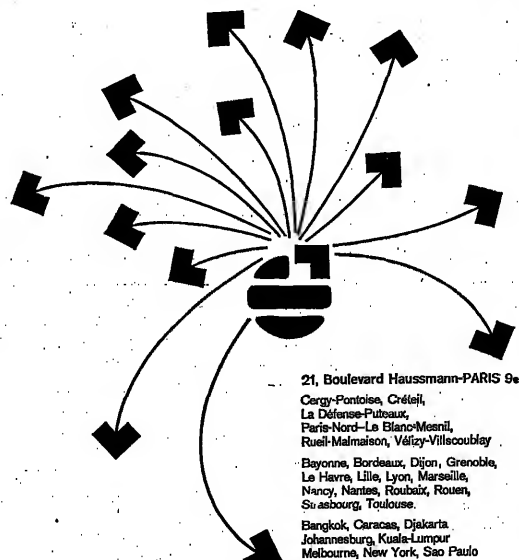
BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS

Nouveau Siège social : 52, Avenue Hoche - 75008 PARIS - Tél. : 260.35.51

BNP

Quand la 4^e banque mondiale est française, chaque Français y trouve son compte.

BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR



OBJECTIF EXPORTATION

dirigeants
des banques moyennes et grandes
entreprises

banque jordaana

la banque jordaana
vous conseillera
et financera vos opérations sûr - un financement adapté
une technique sûre - un service personnalisé
38 pays 170 agences dans le monde
groupe de l'algemene bank
nederland

banque jordaana
siège social 37 rue Saint-Spirite
Paris - 10 238 03 45
4 agences en France
succursales en Afrique et Inde

L'ÉVOLUTION DU TAUX D'INTÉRÊT

Veillée d'armes avant la hausse ?

EN mars 1976, M. de Pombour, président de la Compagnie bancaire, affirmait devant l'Association des journalistes économiques et financiers : « La baisse des taux est terminée ; c'est le moment d'augmenter ! »

À Paris, le foyer de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire était alors à 9 % : il se retrouvait un peu au-dessus de 6 % à la fin de l'année. Plus modestement, M. Lévy, alors vice-président-directeur général du Crédit commercial de France, estimait un mois plus tard que la baisse des taux devait se poursuivre en France, ce qu'elle fit.

M. de Pombour, que la « communauté financière » trouve un peu hardi, y compris au sein de sa propre « maison », avait une excuse : il revenait des États-Unis, où tout indiquait en faveur d'une nouvelle tension du foyer de l'argent. Banquiers, économistes, hommes politiques, voyant s'approcher la conjonction redoutable des appels du Trésor public et ceux des entreprises, étaient unanimes à prévoir une hausse des taux qui finalemment, à l'exception d'un bref intermède en juin et juillet 1976, ne se produisit pas de surprise à l'arrivée « l'inconnu américain ». L'erreur d'appréciation commise outre-Atlantique sur le dénouement de l'opération de la reprise économique fut telle qu'elle entraîna un décalage considérable dans l'évolution des taux, au grand dam des professionnels de la prévision.

Une baisse très profitable

Comme l'indique le graphique ci-dessous, le foyer de l'argent au jour le jour, qui, à l'initiative de la Banque de France et dans le cadre de la politique gouvernementale de retournement, avait touché pendant 1974 le sommet historique de 14,50 %, a connu une baisse rapide en 1975, revenant de 12 % à près de 6 %, soit son niveau de départ au printemps 1973.

Parallèlement, le taux de base des banques, qui avait également atteint le niveau record de 13,40 % en juin 1974, fléchissait graduellement jusqu'à 8,00 % en décembre 1975. Mais ce fléchissement se produisit avant un certain décalage par rapport à celui du marché monétaire, et avec une moindre ampleur, de sorte que les comptes d'exploitation des banques, fort éprouvés l'année précédente, se reconstituaient à vue d'œil pendant le premier semestre 1976. À l'inverse de ce qui se pro-

duisait au premier semestre 1974, le coût des ressources (marché monétaire et dépôts à terme) diminua plus rapidement que les recettes provenant des emplois (crédits consentis à la clientèle). Ce phénomène permit à certains établissements de redresser leur situation, notamment le Crédit lyonnais qui a effacé la perte de son histoire en portant l'essentiel de son effort sur l'abaissement du coût de ses ressources, au prix d'une faible augmentation de son volume d'affaires (il lui fallait bien réduire progressivement la part des emplois à taux fixe et à longue durée qui lui coûtaient si cher dans le passé).

Bien que ce redressement ait été moins sensible au deuxième semestre, au fur et à mesure que l'écart entre intérêts débiteurs et intérêts créditeurs se réduisait, l'exercice 1976 a pu, en dépit d'une sévère crise économique, être marqué d'une pierre blanche par la profession bancaire, la reconstruction des marges bénéficiaires ayant compensé le retournement prononcé du système de distribution des crédits.

L'« accident » du franc

L'exercice 1976 ne se présentait pas trop mal non plus, du moins ce qui concernait le coût des res-

sources. Au cours de la seconde semaine de janvier, il se produisit un événement sur le marché monétaire de Paris : les taux sur les échéances moyennes à longues — six mois à un an — qui n'avaient pas suivi dans la baisse le foyer de l'argent au jour le jour et maintenaient avec lui un écart de 2 % au lieu du 1 % habituel accusaient un brusque recul, l'ensemble des opérateurs, qui s'accordaient auparavant à prévoir une remontée des taux dans le courant de 1976, en l'honneur du développement de la reprise économique et les tensions inflationnistes correspondantes, lâchèrent pied subitement. En outre, l'évolution des taux américains, dont la hausse n'était pas au rendez-vous, les persuada que le « calm » régnerait sur le front des taux en 1976. Enfin, l'arrêt des émissions du Trésor français, qui avait « pompé » plus de 40 milliards de francs en six mois pour financer le déficit budgétaire et faciliter la relance, redonnait quelque aisance au marché monétaire.

La fin du début des attaques contre le franc, considéré comme

Il n'est guère possible, en ce moment de rencontrer un banquier sans qu'il nous ramène sur la question brûlante des taux d'intérêt. Sommes-nous à la veille d'une hausse, dans quel délai et avec quelle intensité ? Le problème est d'une importance primordiale pour les milieux bancaires et financiers qui, selon la réponse, s'efforceront d'orienter leur politique dans tel ou tel sens et prendront les décisions en conséquence.

Très naturellement, dès que l'on aborde le domaine des taux et de leur évolution, les opinions sont divisées et souvent contradictoires. Depuis quelques années, tant de prévisions se sont nourries fausses, des deux côtés de l'Atlantique, que la plupart des observateurs sont désormais enclins à une très grande prudence.

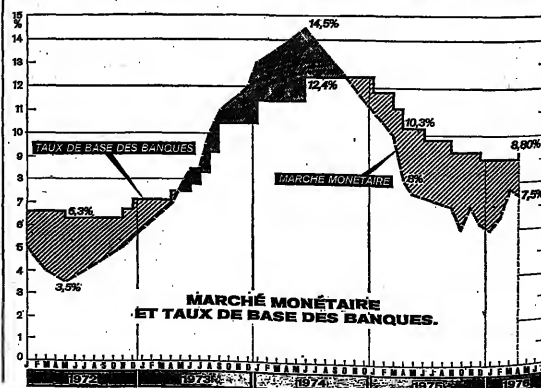
Comme on les comprend ! Dans le grand jeu des taux d'intérêt, les données principales échappent de plus en plus aux joueurs, qui, devant se borner le plus souvent à subir, entendent limiter le plus possible l'importance de leurs mises. Dans la mesure, les variations des taux épousent plus ou moins les grands mouvements économiques, les cycles

Une certaine nervosité

Ce furent 4 1/2 %, puis 7 %, puis 7 1/2 %, avec des rémissions séparant les accès de fièvre du franc, jusqu'à la secousse du 4 septembre, le 20 mars. Depuis cette date, la Banque de France maintient à 7 1/2 % environ le taux au jour le jour, attentive à la santé du franc, qui fait l'objet de pronostics souvent contradictoires : certains au passage, que ces pronostics ont entièrement varié depuis le début de l'année, passant d'un pessimisme franc à une confiance nourrie par l'expérience. Une certaine nervosité commença néanmoins à se faire jour sur le marché monétaire de Paris, où les opérateurs s'interrogèrent sur l'évolution des taux dans le futur, supputant le degré d'inflation, et se posant des questions sur les intentions de la Banque de France, à supposer qu'elle en ait encore, tout au moins à moyen terme.

Les plus honteuses d'entre eux se refusent à tout pronostic, mais l'ensemble de la profession bancaire s'accorde sur un point : les conditions très favorables qui ont régné en 1975, au lendemain de la tourmente de 1974, pourraient ne pas se reproduire tout à fait en 1976. Le coût des ressources a amorcé un début de remontée, le foyer de l'argent à terme s'est tendu, et les marges commerciales subissent les conséquences d'un resserrement au cours du second semestre.

Si l'on rapproche le graphique ci-dessous de l'évolution des résultats des banques, l'on s'aperçoit que les bénéfices des établissements sont très sensibles à l'écart entre leur taux de base et celui du marché monétaire, qui directement ou indirectement influe sur le coût de leurs ressources. Encore faut-il que le taux de base reste inférieur au foyer de l'argent au jour le jour : lorsque l'inverse se produit, comme en 1974, les annués commencent.



LA QUESTION

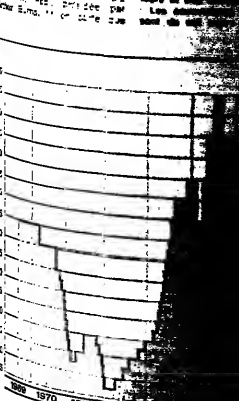
L'inconnu

Le franc, qui fait l'objet de pronostics souvent contradictoires : certains au passage, que ces pronostics ont entièrement varié depuis le début de l'année, passant d'un pessimisme franc à une confiance nourrie par l'expérience. Une certaine nervosité commença néanmoins à se faire jour sur le marché monétaire de Paris, où les opérateurs s'interrogèrent sur l'évolution des taux dans le futur, supputant le degré d'inflation, et se posant des questions sur les intentions de la Banque de France, à supposer qu'elle en ait encore, tout au moins à moyen terme.

La conjonction

La conjonction redoutable des appels du Trésor public et ceux des entreprises, étaient unanimes à prévoir une hausse des taux qui finalemment, à l'exception d'un bref intermède en juin et juillet 1976, ne se produisit pas de surprise à l'arrivée « l'inconnu américain ».

La conjonction redoutable des appels du Trésor public et ceux des entreprises, étaient unanimes à prévoir une hausse des taux qui finalemment, à l'exception d'un bref intermède en juin et juillet 1976, ne se produisit pas de surprise à l'arrivée « l'inconnu américain ».



مكتبة الأستاذ

PARMI les services offerts par les banques, il en est un qui a toujours été apprécié, c'est celui des coffres-forts avec leurs caissons individuels. Depuis fort longtemps, les établissements ont tenu à offrir à leur clientèle des installations souvent impressionnantes, avec une cascade de systèmes de sécurité souvent très sophistiqués : portes puissamment blindées, sas télécommandés, double entrée, etc. Ces installations coffres-forts sont les plus sûres, sans rapport avec leur prix de revient. Mais, pour les établissements, elles constituent un élément de prestige, et surtout leur permettent d'attirer ou de retenir la dépôt d'une clientèle souvent aisée.

Les coffres-forts

UN BON ARGUMENT DE VENTE MÊME.

La peur du vol

Pour les particuliers, la possibilité de louer un coffre dans une banque est d'autant plus appréciée que la fréquence des vols devient impressionnante et que certains appartements sont visités plusieurs fois dans un laps de temps parfois assez court. On vient ainsi mettre en sûreté les objets de valeur auxquels on tient : bijoux, objets d'art, argent, tableaux. Au moment des vacances, nombreux sont les déposants qui partent en paix après s'être ainsi protégés par avance contre les monts-en-l'air du mois d'août.

Une autre clientèle, fort importante, est constituée par les détenteurs de capitaux liquides ou semi-liquides. Dans les coffres dorment parfois des millions, lorsque leur possesseur désire ne pas en signer au fisc... ou à son conjoint, et le plus souvent de l'or, en pièces ou en lingots. De leur côté, les adhérents de bons de caisse ou de bons du Trésor, libéralement vendus sous la forme anonyme, sont soucieux de ne pas conserver à leur domicile des effets au porteur et facilement négociables.

Enfin, les coffres des banques sont utilisés pour garder en lieu sûr des valeurs mobilières, actions ou obligations (de moins en moins), des documents ou des dossiers confidentiels. Un de leurs usages principaux n'est-il pas le secret, vis-à-vis du fisc, des tiers et parfois à l'égard des proches ? Muni de la clef presque toujours unique qui est délivrée avec le contrat de location, tout un chacun a l'impression de détenir une petite place forte contre toutes les agressions et toutes les indiscrétions. Ce sentiment est devenu si vif qu'actuellement, compte tenu précisément de l'augmentation très rapide des vols, les particuliers désireux d'ouvrir un compte dans une banque ont une préférence aux succursales bancaires dotées d'une salle de coffres. Dans la panoplie du service peut-être banquier, un tel service constitue donc un bon argument de vente, même s'il coûte cher.

F. R.

LES CARTES DE CRÉDIT

A PRES un démarrage spectaculaire en 1968, les cartes de crédit, tout en continuant leur progression en France, ne connaissent pas le développement spectaculaire auquel elles ont parvenues aux Etats-Unis, sans même parler de la Grande-Bretagne. Les avantages qu'elles comportent ne sont peut-être pas jugés suffisants par les particuliers dont certains, au surplus, redou-

tent toujours d'être poussés à la dépense par un tel mécanisme. Une part non négligeable des commerçants protestent contre le coût, jugé excessif, des commissions qui prévalent les banques sur les achats effectués. En revanche, ceux qui sont appelés à voyager fréquemment, en France ou à l'étranger, utilisent abondamment les cartes de crédit. C'est dire que la formule, en dépit de ses inconvénients, rencontre encore certaines réserves : explicites ou implicites. Les banques promeuvent cependant pour la relancer d'année en année un système de contrôle par terminaux, comme aux Etats-Unis, ce qui leur permettrait d'analyser une deuxième étape de croissance.

Un dialogue difficile entre commerçants et banquiers

IL existe actuellement en France un peu moins de 1,5 million de cartes de crédit, dont 1,3 million pour le réseau carte bleue, 80 000 à 90 000 pour le réseau American Express, 80 000 pour celui du Diner's Club et un nombre indéterminé de cartes délivrées par certains grands magasins à leur usage exclusif.

C'est peu, toutes choses égales d'ailleurs, par rapport aux Etats-Unis, avec leurs 500 millions de cartes, dont plus de la moitié, il est vrai, sont délivrées par le grand commerce intégré (17 millions pour le seul Sears-Robinson), sans compter les réseaux des pétroliers, des hôteliers, etc. Il est vrai qu'en France l'utilisation des chèques est beaucoup moins courante qu'en

Europe (30 milliards de chèques émis par an contre 3 milliards en France), et que le cours de crédit ne correspond à un besoin véritable. En Grande-Bretagne, plus de 5 millions de cartes sont délivrées annuellement, tandis qu'elles sont totalement absentes en Allemagne fédérale, où ne circule que l'Eurocheque, garanti par carte spéciale. En France, les cartes de crédit ont le marché métropolitain, les banques françaises recherchant essentiellement un accroissement de leur clientèle. Elles désirent également remplacer progressivement le chèque, dont l'usage devient abusif, par une monnaie scripturale plus facile à traiter mécaniquement, tout en obligeant les titulaires à maintenir leurs comptes à vue une provision suffisante. A cet égard, elles ont développé une série d'arguments destinés à séduire les particuliers :

— La carte de crédit est le moyen de paiement le plus pratique ; faire un chèque est une corvée ;

— La carte de crédit permet de se faire payer par la délivrance d'une lettre pour chaque achat et l'envoi d'un relevé mensuel ;

— Le titulaire dispose d'un crédit gratuit, qui peut dépasser un mois (c'est appréciable au mois de décembre) ;

— Il peut accéder aux distributeurs de billets qui fonctionnent les jours non ouvrables ;

— Enfin, le titulaire n'est jamais à court d'argent quand il voyage, quand son chèque est épuisé, etc.

Comment expliquer, alors, que les commerçants se montrent encore relativement réticents ? Les uns ont peur, nous l'avons dit, de se voir entraînés à des dépenses excessives sans le contrôle du chèque (c'est souvent une voie de l'erreur, car la même reproche a été fait au chèque à essai défilant). Les autres, plus simplement, ne veulent pas changer leurs habitudes, ou même, ayant déjà disposé d'une carte, la restituent après avoir constaté qu'ils n'utilisent pas. Ce n'est pas le cas, nous l'avons déjà relevé, des personnes qui voyagent beaucoup : font un usage intensif des cartes.

Les réticences des commerçants

Vis-à-vis des commerçants, les banques ont fait modifier les pratiques suivantes :

- les achats des titulaires de carte sont canalisés vers les échelles du réseau ;
- les paiements sont accélérés ;
- les paiements sont garantis à hauteur d'un certain montant ;
- un crédit gratuit est consenti à leurs propres clients ;
- l'existence de 43 millions de porteurs internationaux affiliés à la carte bleue leur apporte une clientèle importante ;
- les erreurs de caisse sont réduites ;
- la carte de crédit est un service supplémentaire offert à la clientèle.

Bien que le chiffre d'affaires de la carte bleue, la plus répandue, augmente régulièrement (+ 30 % en 1972, + 38,5 % en 1973, + 48,6 % en 1974 et + 32 % en 1975), et que, quant à la S.N.C.F., les compagnies aériennes et certaines grandes entreprises, une vive opposition s'est dessinée dès le départ, non contre la carte, mais contre son coût (commissions forfaitaire de 1 % par facture). Le Conseil national du commerce en ce sens, initié par une part importante du gros commerce. M. Pierre Hespelin, président de la Chambre syndicale nationale de l'habillement et membre du comité de direction de la carte en dénonçant le poids des commissions de 1 % des petites factures, pourcentage trop important pour les commerçants à faible marge. Il estime que le service apporté par la garantie sur les paiements (500 F avec la carte bleue) est trop onéreux, et le met en parallèle avec le système où chaque commerçant avec la carte Eurocheque, sans frais pour le démontage de la carte bleue en fait, effectif, 0,4 %, sans l'avoir des commerçants, a été facilité par les légers moyens de pression dont on disposait avant les banques, tout en concédant qu'une omission de la commission d'encastrement, rume-

LES PRINCIPES

LES cartes de crédit sont délivrées avec plus ou moins de rigueur, aux clients « dont la moralité et la solvabilité bancaire sont jugées irréprochables ». Au prix d'une cotisation annuelle, elles permettent à leurs titulaires de régler leurs achats dans les points de vente qui adhèrent aux réseaux en signant une facture, les comptes du client étant réglés en une seule fois au cours du mois suivant. Les commerçants affiliés sont régis dès le lendemain de l'échéance par les organismes émetteurs sous déduction d'une commission variable, à laquelle il faut ajouter éventuellement une perception forfaitaire par facture. Le paiement de ces factures est garanti dans une proportion variable, sous réserve de la consultation préalable d'une « liste noire » par les commerçants. Les cartes permettent enfin, tout ou moins celles délivrées par les banques, d'utiliser les distributeurs automatiques de billets et de retirer de l'argent dans les agences des réseaux français et étrangers.

TROIS FORMULES

LA CARTE BLEUE : 1 million de cartes délivrées. Cotisation du titulaire : 45 F pour la carte de crédit, 80 F pour la carte internationale. Commissions supportées par les 80 000 commerçants affiliés : 1,5 % à 2 % sur les achats, 1 F par facture. Garantie unitaire de 500 F par facture (avantage dans certains cas). Possibilité d'utiliser les distributeurs automatiques de billets de retirer de l'argent dans les 10 000 agences du réseau métropolitain (1 000 F par période de sept jours) et dans les 180 000 guichets du réseau européen. Les banques adhérentes, au nombre de 89, représentent une part très importante du système bancaire français. Résident en dehors du territoire, les titulaires des cartes bleues (qui comprennent toutefois à l'installation des distributeurs automatiques avec une carte spéciale), le Crédit mutuel et les banques populaires (sauf la BRED, affiliée à la carte bleue).

LA CARTE DE L'AMERICAN EXPRESS : 7 millions d'adhérents dans le monde, 80 000 à 90 000 en France. Cotisation annuelle de 100 F. Commissions supportées par les commerçants : 5 % à 7 %. Garantie assez élevée sur les paiements. Très utilisée pour les déplacements à l'étranger.

LA CARTE DU DINER'S CLUB : 3 millions d'adhérents dans le monde : 80 000 en France. Cotisation annuelle de 100 F. Commissions supportées par les commerçants : 5 % à 7 %. Garantie assez élevée sur les paiements. Très utilisée pour les déplacements à l'étranger.

Ebic, la communauté bancaire Européenne pour les affaires internationales

L'EBIC, (European Banks International) ce sont sept grandes banques européennes indépendantes avec 9800 agences :

Chacune possède sa personnalité juridique et nationale, mais, toutes ensemble, elles peuvent vous faire bénéficier de leur assistance sur les principaux marchés et de leurs services spécialisés dans les affaires internationales.

1. En Europe, la Banque Européenne de Crédit (BEC) à Bruxelles et l'European Banking Company (EBC) à Londres sont à même d'intervenir dans les financements internationaux des projets de grande envergure. (L'European Banking Company a également une agence à Chicago).

2. Aux Etats-Unis, L'European-American Banking Corporation a des bureaux à New York, Los Angeles et San Francisco.

L'European-American Bank & Trust Company a plus de 100 agences dans le périmètre de New-York.

3. Dans le Sud-Est Asiatique, l'European Asian Bank est présente sur les principales places commerciales et financières (Singapour, Hong-Kong, Manille, Jakarta, Kuala Lumpur et Karachi).

4. En Australie, l'Euro-Pacific Finance Corporation est installée à Melbourne et Sydney.

ebic

European Banks International
Amsterdam-Rotterdam Bank
Banca Commerciale Italiana
Creditoanstalt-Bankverein
Deutsche Bank
Midland Bank
Société Générale de Banque
Société Générale

Pour entrer en relation avec ces organismes, il vous suffit de prendre contact avec l'une des 9800 agences des sept banques de l'EBIC.

En France, il y a 2600 agences de la Société Générale.

سكنة الشالاحل

LES BANQUES EN QUESTION

pour être poussés à la déperdition de leur bien-être. Une part non négligeable des citoyens protestent contre le coût exorbitant des commissions qui pèsent sur les banques sur les achats effectués, comme ceux qui sont effectués, notamment en France ou à l'étranger, et abandonnent les cartes de crédit. Ils craignent la formule, en dépit de son succès, de certains réseaux de cartes de crédit, qui imposent des commissions implicites. Les banques attendent pour le relâcher, mais au point un système de contrôle, comme aux Etats-Unis, en vue de contrôler d'envisager une deuxième monnaie.

...et banquiers

ne à 1 1/2 par exemple, sera
nature à vaincre bien des résis-
tances. Les banques ne l'ont pas
de cette manière, car le bascu-
lement du système est un
taux, faite d'une éventuelle in-
sistance et c'est l'histoire de la
de l'ouest. Aujourd'hui, le sys-
tème des commissions
par les distributeurs de cafo-
les pose quatre problèmes :
Club et American Express
groupes commerciaux, car ils
permettent de supporter des pi-
gements plus importants.
l'apport de la clientèle vrom-
la syndicat de la restauration ne
moins, par la voie, se ré-
sultat, son président lui a
de 30 novembre 1973 s'élève
de l'ensemble de ces ventes de
à 750 ». La carte de restau-
meric au client, est la seule
un support.
difficile est la, et si l'union
châ que par un développement
masses professionnelles et de
des cadres. C'est un travail
à être à la corée, à l'écou-
à la fin du siècle, et de
à être le premier.

[illegible][illegible]

TROIS FORMULES

LA CANTIER LINE
IA million - 100%
VITA - CANTIER LINE
LINE - CANTIER LINE
montage - CANTIER LINE
internation - CANTIER LINE
supporte - CANTIER LINE

[illegible]

rions les
 les (pour
 européens
 rentes, et
 présenter
 partant de
 français
 notamment
 les chèque
 mention

000
QUEST
LA CANTIERE
CAN ENHANCE
4141
SPAIN

LA CARRÉE

en France
pays de
support
sans
sans
Tres utile
mains a l'œuvre

LES PRINCIPES

[illegible]

TRANS FORMULES

[illegible]

Louis Arago, le mathématicien et Alphonse-Marie de Lamartine, le poète, membres du gouvernement qui créa le Comptoir des Entrepreneurs.

Le 24 Mars 1848, au nom du gouvernement révolutionnaire, les députés Albert, Arago, Crémieux, Dupont de l'Eure, Flocon, Garnier-Pagès, Lamartine, Ledru-Rollin, Louis Blanc, Marie, Marnast, Pagnerre, signent le décret accordant à l'industrie du bâtiment des crédits prioritaires pour entreprendre des travaux et donner de l'ouvrage aux citoyens. La brique remplace les pavés, et la truelle les baïonnettes. Le Comptoir des Entrepreneurs était né. Ce n'était qu'un début.

- La plus large gamme de prêts.
- Une implantation dans toute la France.
- Le meilleur conseil, une décision rapide.

Prêts immobiliers CDE: pour construire, acheter, restaurer un immeuble, une maison, un appartement, neuf ou ancien.
130 ans d'expérience: ça compte.

Prêts immobiliers

cde
COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

Paris, centre accueil-informations, 6, rue Voltaire, 75002, tél. 260.35.36. Versailles, 5, place Hoche, tél. 950.01.91. Pontoise, 20, place du Grand Martroy, tél. 464.13.65. Bayonne, Béziers, Bordeaux, Brest, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Nice, Orléans, Reims, Rennes, Rouen, Toulouse, Tours. Et partout en province, les Directions Départementales du Crédit Foncier de France.

L'EXPÉRIENCE DU CRÉDIT MUTUEL
D'ALSACE, DE LORRAINE ET DE FRANCHE-COMTÉ

Le dossier de la rémunération des services bancaires a été ouvert par la Fédération du Crédit mutuel d'Alsace et de Franche-Comté, présidée par M. Theo Braun, dès le mois de juin 1968. A cette époque, tout concourait à écarter et à empêcher un mouvement irrésistible consacré par l'extension rapide des opérations bancaires les plus diverses : virements de salaires, multiples par la mise en œuvre de la mécanisation, virements de pensions et d'allocations familiales, règlements et prélèvements périodiques de quittances de loyer, d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone, etc. Sur tout et avant tout, le compte chaque ou compte courant tenait lieu d'un accès extrêmement rapide, une véritable « explosion », qui provoquait une mutation en profondeur de l'activité et du fonctionnement des caisses, et, de collecteurs d'épargne traditionnels, les transformait en véritables banques de la famille et du particulier.

Éduquer l'usager

Parmi les trois formes envisagées dès 1971 par un groupe de travail inter-banques, présidé par le secrétaire général de la Banque de France et réunissant l'ensemble de la profession : tarification des carnets de chèques, commission unique de tenue de compte, et commission modulable en fonction du solde moyen créditeur du compte et du nombre d'opérations effectuées, les dirigeants mutualistes de l'Est, ayant, bien entendu, retenu la dernière comme plus équitable et plus conforme à l'esprit du système. Elle présentait l'avantage de l'incitation à la modération dans l'usage du compte et du chèque par rapport à une tarification plus exagérée, et avait le mérite de permettre une véritable éducation de l'usager.

Après avoir attendu deux ans dans l'espoir qu'une solution commune à l'ensemble du réseau pourrait voir le jour, la Fédération a pris la décision de mettre en place sa propre formule. Elle estimait que dans un organisme coopératif, plus qu'ailleurs, il y avait une obligation de veiller à une certaine égalité dans la répartition des charges, le coût croissant de la gestion des comptes courants pesant lourdement, et de manière inéquitable, sur les emprunteurs. Elle ne voulait pas, enfin, instituer une taxation des opérations, mais par une « participation aux frais de gestion » amener certains usagers à modifier leurs habitudes de chèques et provoquer un relèvement global du solde créditeur moyen.

La formule devait être simple à comprendre et à appliquer, équilibrée, efficace, et-être dite incitative (en vue d'augmenter le solde), dissuasive (à l'encontre d'un usage exagéré du chèque, soit 10 % à 20 % des comptes) et suffisamment souple pour s'adapter à des situations variées.

Une approche empirique, prenant en compte l'ensemble des charges, permit de retenir un coût moyen indicatif de 2 F (incluant 2,00 F par opération). Le coût moyen est donc facturé en principe à tous les titulaires de comptes courants, mais il est pratiqué un abaissement global de 70 F par trimestre, correspondant à l'exécution d'opérations gratuites dans la même ligne de temps et pour un solde nul. Chaque tranche de 100 F de solde créditeur moyen à partir de 0 F donne droit à une opération gratuite par exemple.

Certes, les caisses de la banque paysanne ne peuvent pas décaler dans toute la France. Mais elles ne peuvent pas préférer partout. Elles sont « enfermées » dans des frontières précises. « Son caractère comme apparence de milieu rural les exclut », à l'exception des communes dont la population agglomérée est inférieure à 2 000 habitants et qui font partie d'agglomérations de plus de 50 000 habitants. (Ordonnance du 11 août 1971.) Toutefois, en zone de rénovation rurale et en zone de montagne, le champ d'intervention du Crédit agricole s'étend aux communes ayant de 5 001 à 49 999 habitants agglomérées au chef-lieu.

Sur cette définition appliquée au Crédit agricole, on peut se demander si pour l'INSEE, qui ne retient dans ses études que les agglomérations inférieures à 2 000 habitants, ni pour le ministère de l'Agriculture, dont la zone d'action s'étend tantôt aux villes de 50 000 habitants, tantôt à celles de 10 000, selon qu'il s'agit d'équipement ou de création d'emploi.

Bref, la simplicité de l'ordonne démographique n'est qu'apparente. « Il est indispensable », estime le professeur Placier dans un rapport présenté à la Fédération nationale du Crédit agricole, d'analyser quel contenu porte à des situations diverses les perceptions décalées urbaines une agglomération de 5 001 habitants alors qu'elle est rurale à 4 999 habitants ?

Des exemples. Baccarat, en Meurthe-et-Moselle, la population agglomérée est inférieure à 2 000 habitants, mais la commune est rattachée à une agglomération de 5 001 habitants, donc elle est rattachée à la zone d'action du Crédit agricole. Saint-Trop, dans le Var, a une population agglomérée inférieure à 2 000 habitants, mais elle est rattachée à une agglomération de 5 001 habitants, donc elle est rattachée à la zone d'action du Crédit agricole. La commune de Saint-Trop est rattachée à la zone d'action du Crédit agricole à la suite d'une mutation à l'entrée de la pres-

Le Crédit agricole : à la recherche de la ruralité

L'ORDONNATEUR du Centre d'études des techniques modernes (CETEM), qui est dirigé par le professeur André Placier — militaire des enquêtes d'opinion de l'INSEE — est en train de lire, après une année d'enquêtes et une autre consacrée au dépouillement, les résultats d'une étude sur la définition de l'espace rural.

La définition de l'espace rural ? Tout le monde ne le connaît-il pas ? « Le rural, c'est ce qui n'est pas urbain », indique l'encyclopédie Britannica. Pourquoi donc mobiliser durant vingt-quatre mois une équipe d'enquêteurs, de mathématiciens et d'informaticiens pour « fixer » ce que tout le monde connaît intuitivement ?

C'est qu'en fait, et c'est ce qui pose des problèmes à certains établissements du Crédit agricole, le rural n'est pas tout à fait ce qu'il paraît. Le rural, c'est ce qui n'est pas urbain, mais c'est aussi ce qui n'est pas agricole. Le rural, c'est ce qui n'est pas agricole, mais c'est aussi ce qui n'est pas urbain.

On a, en effet, constaté que les communes de moins de 2 000 habitants ont tendance à se dépeupler alors que celles de plus de 2 000 habitants grossissent. D'un recensement à l'autre, un certain nombre de communes antérieurement rurales sont classées urbaines : 248 en 1954, 468 en 1962, 1 585 en 1968 ; il y en aurait 1 600 en 1970.

En outre, la définition actuelle de la ruralité met le Crédit agricole dans une situation paradoxale : il collecte deux tiers de ses ressources dans les milieux non agricoles et, en contrepartie, il ne peut leur verser qu'un tiers du volume de ses prêts (une large part de ceux-ci étant d'ailleurs consacrée aux coopératives et aux industries alimentaires).

Les dirigeants du Crédit font remarquer que les conditions de collecte de l'épargne contraignent à une certaine répartition de ses ressources, mais qu'ils ne peuvent pas verser un intérêt, mais encore offrir des prêts personnels ou des prêts à logement.

Un vêtement étiqueté

En outre, la limitation du champ d'activité contraint le Crédit agricole à mettre une main sur la poignée de la porte. Le Crédit agricole ne peut pas verser un intérêt, mais encore offrir des prêts personnels ou des prêts à logement.

Bref, la ruralité, telle qu'elle est définie, est un vêtement étiqueté, mais qui ne s'adapte pas à la réalité. Le Crédit agricole ne peut pas verser un intérêt, mais encore offrir des prêts personnels ou des prêts à logement.

des caisses régionales de crédit agricole et du Centre d'études des techniques modernes. Sept tonnes de documents ont été collectées et traitées avec des méthodes mathématiques sophistiquées prenant en compte la démographie, les équipements commerciaux, les services de santé, les moyens d'industrialisation, l'organisation des loisirs, les nuisances, les relations intercommunales. Toutes les communes de moins de vingt-deux mille habitants ont été analysées. Premiers résultats, portant sur 31 départements : le nombre de communes qui échappent à l'espace rural défini par le décret du 11 août 1971 est relativement faible, 325 sur 19 631, soit 2,7 % de l'habitat total ; en revanche, alors que, sur la base du recensement de 1970, 10 849 personnes (48 %) habitent dans le périmètre de compétence du Crédit agricole, l'enquête permet désormais d'en dénombrer 14 800, soit 60 % de la population des cinquante et un départements étudiés.

Deux revendications

Les résultats définitifs doivent être publiés prochainement. En attendant, les indications données par le recensement de 1971, le Crédit agricole demande deux choses :

— Le relèvement de la base démographique de 5 000 à 7 500 habitants pour tenir compte de la concentration de la population. Les experts du Crédit agricole estiment que si le champ d'action potentiel de sa distribution de crédit s'accroît de 8 à 9 %.

— La mise sur l'orbite de la banque paysanne des communes à dominante rurale qui, selon les critères de l'enquête du CETEM, n'y gravitent pas à tort.

Ces deux revendications se recoupent largement. Au total, quelque deux cents communes, représentant près d'un million de personnes, devraient venir grossir les rangs de la banque paysanne, soit une progression de 10 à 12 % des potentialités de prêt.

Ces revendications ne traduisent-elles pas une volonté de puissance sans commune mesure avec les besoins de financement de l'agriculture ? C'est le grand paradoxe des banques à l'égard de leur électorat concurrent du boulevard Pasteur. « Nous sommes les seuls à nous intéresser à cette catégorie d'emprunteurs », réplique M. Jean-Pierre Laisné, directeur de la Fédération du Crédit agricole depuis quelques mois. « Nous aurions pu choisir une autre filière, celle de l'agro-alimentaire, par exemple, pour affecter nos prêts, c'est-à-dire financer tout ce qui touche de près ou de loin à l'alimentation : les fabricants de bouteilles pour le vin, les transports de grains et soupes S.N.C.F., les fermes de

négoce céréalière internationale, et pourquoi pas Nestlé ou Unilever ? Mais nous avons estimé que cela provoquerait en permanence des conflits avec les autres circuits financiers. D'ailleurs, nous ne sommes pas très préparés au financement de telles entreprises, à moins d'être aidés par la recherche. Le Crédit agricole se sent de taille à affronter les risques du crédit aux artisans, commerçants, vétérinaires, vendeurs de matériel agricole, retraités qui s'installent dans un gros logement... »

— A l'exception des banques populaires, mais elles ne courent pas toutes la France, nos concurrents ne s'intéressent pas à cette catégorie de clients », note le directeur de la Fédération M. Jean Laisné, qui est chargé des études économiques et financières à la F.N.C.A., souligne pour sa part : « C'est pour des raisons de cohérence opérationnelle que le Crédit agricole a opté pour un concours à la fois du professionnel Placier. Ce faisant, il a conscience de contribuer à un travail d'intérêt général, car le massif des données recueillies permettra, en dehors même des opérations de financement propres au Crédit agricole (mais également pour celles-ci) d'élaborer de façon plus rationnelle des programmes opérationnels de développement régional et local, par exemple dans le cadre des contrats de pays ».

Reste à savoir quel accueil vont réserver les pouvoirs publics à ces propositions. Le ministère de l'Agriculture ne devrait pas y faire objection, puisqu'il y gagnerait, lui aussi, une extension de champ de compétence. Toutefois, les territoires gagnés par la rue de Valenciennes ne seraient-ils pas ceux des autres ? Les services de l'équipement notamment. Il est difficile de prévoir leurs réactions.

De surcroît, la réforme de 1971 avait déjà provoqué un violent tir de barrage de la part de l'Association française des banques. Les mêmes causes produisant les mêmes effets. Pour éviter une nouvelle vague de protestations de l'A.F.B., l'hypothèse d'un coup de barre favorable au porteur bancaire traditionnel n'est pas à exclure.

Enfin, l'élargissement de la rivalité potentielle entre le Crédit agricole et la banque paysanne, par certains dirigeants traditionnels de la banque paysanne. Le Crédit agricole est, en effet, un établissement mutualiste. C'est dire qu'il ne peut payer qu'à ses sociétaires. En attendant son champ d'intervention, il s'ouvrira davantage encore aux non-sociétaires. Un bon nombre de paysans redoutent cette évolution, craignant de perdre le contrôle de l'industrie. Le directeur de la Fédération pense, pour sa part, que l'entrée de non-agriculteurs dans le phénomène de portée limitée.

ALAIN GIRAUD.

Banque Européenne de Tokyo S.A. PARIS

Fondée en 1968
Total du bilan : 2381 millions de francs
au 31 décembre 1975

FINANCEMENT A MOYEN ET LONG TERME
EN EURO-DEVISES
PLACEMENT D'EURO-OBLIGATIONS

BANQUES PARTICIPANTES

- The Bank of Tokyo Ltd.
- The Industrial Bank of Japan Ltd.
- Bank of Tokyo Holding S.A.
- The Long Term Credit Bank of Japan Ltd.
- The Nippon Yusen Kaisha Bank Ltd.
- The Kyowa Bank Ltd.
- The Tokyo-Mitsubishi Bank Ltd.
- The Sanwa Bank Ltd.
- The Hokkaido Tokai Bank Ltd.

Le total de l'actif des banques participantes dépasse 100 milliards de dollars

La première dans les affaires bancaires internationales depuis 1880

Bank of Tokyo, avec plus de 250 bureaux, représentants ou participations à travers le monde, est fière d'avoir un rôle à jouer dans le développement économique de la France.

BUREAUX À PARIS:

4-6, rue Sainte-Anne, Paris-1^{er} Tél: 261-43-53

BANQUE EUROPÉENNE DE TOKYO S.A. : 4-6, rue Sainte-Anne, Paris-1^{er} Tél: 261-58-55

Banque et financement mondial
BANK OF TOKYO
SIÈGE SOCIAL: TOKYO, JAPON

31 succursales au Japon, 253 succursales à l'étranger
Réseau de plus de 4000 correspondants dans le monde

Société de Banque et d'Investissements

Banque de Crédit à long et moyen terme

Inscrite sur la liste des Banques sous le N° 1587

affiliée à la Société Bancaire de Paris et à la Landesbank Rheinland Pfalz.

26 bd d'Italie - MONTE-CARLO
Tél. (93) 30.56.46

مكتبة الشالحي

LISTE ETABLIE PAR LE SECRETARIAT GENERAL

La SEMA et l'O.F.E.
organisent deux journées d'étude

« LE MARCHÉ DES BIENS INDUSTRIELS AUX ÉTATS-UNIS »

MARDI 25 MAI 1976, à 9 heures
au PRÉ-CATELAN

avec la participation de

MM. DARDE, Sec. gén. Cible de comm. française aux États-Unis
A. JACOMET, D.G.A. Pedinny-Ligine-Kühnemann
J.-P. MAERTY LAYAUZELLE, Avocat à la Cour
D. MUKERJI, P.O.G. de MAC DONALD FRANCE
J.-M. PALUEL-MARMONT, Dir. de PALUEL-MARMONT,
EDIE S.A.

« LE MARCHÉ DES BIENS INDUSTRIELS DANS LES PAYS DE L'EST »

MARDI 15 JUIN 1976, à 9 heures
au HILTON SUFFREN

avec la participation de

MM. R. CURTI, Sec. Gén. de la Ch. de Com. franco-tchèque
J. FEVRIER, Sec. Gén. de la Gde Comm. franco-soviétique
J.F. GALLAND, Dir. div. pémo-chimie - CREUSOT LOIRE ENT.
M. LATIL, Dir. Aff. int. CREUSOT-LOIRE
S. MANCINI, Responsable des pays à commerce d'Etat - CNPF

INSCRIPTIONS PAR TÉLÉPHONE : Mme A. BERG : 657-13-00

COUPON RÉPONSE À ADRESSER A :
SEMA ENTREPRISES ET DÉVELOPPEMENT, 10-20, rue Barbès,
92120 MONTROUGE, à l'attention de Mme A. BERG, 657-13-00.

SOCIÉTÉ

ADRESSE

TÉL.

NOM ET QUALITÉ DE OU DES PARTICIPANTS

Intéressé par : - SOUMISEUR ÉTATS-UNIS (250 F.)
- SOUMISEUR PAYS DE L'EST (250 F.)
- LES DEUX AVOUERS (1.500 F.)

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CRÉDIT

Forte diminution des chèques sans provision depuis la nouvelle réglementation

Depuis le début de l'année, date à laquelle est entrée en vigueur une réglementation plus restrictive, le nombre des chèques sans provision a très fortement diminué. Les banques sont unanimes à le constater : certains commerçants paient même d'une chute dans la proportion de 3 à 1 ! C'est au 1^{er} janvier qu'ont été mises en application les dispositions conjuguées des lois du 3 janvier 1972 et du 3 janvier 1976. Tout chèque d'un montant égal ou inférieur à 100 F est payé, quel qu'il arrive, par le banquier, que le compte du tireur soit approuvé ou non. En revanche, les mesures sanctionnant l'émission de chèques sans provision ont été aggravées, à titre préventif comme à titre répressif. Au premier incident, le banquier avise le fauteur qui dispose d'un délai de quinze jours pour régulariser son compte. En cas de récidive, moins d'un an après le premier incident, le client de la banque est frappé d'une interdiction d'émettre des chèques pendant un an, et se voit contraint de restituer les carnets de chèques en sa possession. Si le client pousse même, si continue à émettre, il encourra les peines frappant l'escompte (un à cinq ans d'emprisonnement, 3 600 F à 36 000 F d'amende). Quel que soit le montant du chèque, et avec une procédure de recours simplifiée au bénéfice du porteur de chèque sans provision. Les banques sont de plus tenues pour responsables du défaut de déclaration des incidents à la Banque de France. Une menace des plus utiles.

La très vive diminution des incidents révèle très clairement ce que l'on soupçonnait déjà : l'immense majorité des chèques sans provision sont dus soit à la négligence, soit à l'imprudence, soit encore au sentiment très répandu

SYNDICATS

EN DÉPIT DE SES « ILLUSIONS RÉFORMISTES » L'ÉVOLUTION DE LA C.F.D.T. EST « TRÈS POSITIVE » déclare M. Krasucki (C.G.T.)

Pour M. Henri Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T., l'évolution de la C.F.D.T. est « très positive » en dépit des « illusions réformistes » qui la marquent « encore profondément ».

Dans une longue déclaration-interview à la Vie ouvrière du 18 mai, M. Krasucki souligne les progrès de l'unité d'action tout en affirmant que celle-ci n'est pas un corset qui comprime. Mais il reconnaît qu'il y a des différences importantes dans les positions de fond entre la C.G.T. et la C.F.D.T.

« La C.F.D.T. estime-t-il, est encore très imprégnée de ses origines, et les idées de la plupart des courants qui l'aspirent, font de lui une entité profondément marquée par des conceptions, des traditions réformistes et que sa détermination, ses efforts, ses hésitations et ses incertitudes ».

FAITS ET CHIFFRES

- LE TRIBUNAL DE COMMERCE DE RENNES a accordé le 15 mai, à l'entrepreneur de bâtiment Pouteau dont le siège est à Laval (Mayenne), la suspension provisoire des poursuites pour cessation de paiement.
- Le groupe Pouteau, qui emploie mille sept cent vingt-quatre salariés dans plusieurs départements de l'Ouest, travaille avec de nombreux sous-traitants et exerce d'importantes activités d'Etat. Le tribunal a confié l'administration du groupe à deux curateurs chargés de l'informer des difficultés éventuelles éprouvées par les sous-traitants. (Corresp.)
- LA FOIRE INTERNATIONALE DE BORDEAUX (troisième foire de France, après celles de Lyon et de Mandelieu) ouvrira ses portes du 22 au 31 mai. Elle bénéficiera, cette année, d'une très forte participation internationale (treize pays et cinq cents firmes étrangères). (Corresp. part.)

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

Office de la Mise en Valeur de la Vallée de la Medjerda
et des Périmètres Publics Irrigués
(O.M.V.V.M. et P.P.I.)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Acquisition d'engins lourds et matériel nécessaires au fonctionnement des services d'exploitation et de maintenance du réseau d'irrigation desservant le périmètre de la Bosse Vallée de la Medjerda.

L'Office de la Mise en Valeur de la Vallée de la Medjerda et des Périmètres Publics Irrigués (O.M.V.V.M. et P.P.I.), dont le siège social est sis au Bardo — Cité Baouchacha — Tunisie, lance, dans le cadre du projet de réhabilitation du périmètre de la Bosse Vallée de la Medjerda, un appel d'offres international pour l'acquisition d'engins lourds et matériel nécessaires au fonctionnement des services d'exploitation et de maintenance du réseau d'irrigation desservant le périmètre précité.

Ces fournitures sont financées partiellement à partir d'un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (B.I.R.D.).

QUALIFICATION DU FOURNISSEUR

Seuls sont autorisés à participer à cet appel d'offres les fournisseurs des pays membres de la B.I.R.D. et de la Suisse.

OUVERTURE DES PILIS

La date de remise des offres et d'ouverture des pilis de l'appel d'offres est fixée au 1^{er} juillet 1976, à 11 heures.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Tous les renseignements complémentaires peuvent être obtenus à l'O.M.V.V.M. et P.P.I.

Les dossiers d'appel d'offres pourront être acquis contre paiement à l'O.M.V.V.M. et P.P.I. de 5 dinars tunisiens.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

SOCIÉTÉ NATIONALE DES SEMOULIERES, MEUNERIES,
FABRIQUES DE PÂTES ALIMENTAIRES ET COUSCOUS



S.N.S.E.M.P.A.C.

6, BOULEVARD ZIROUT-YOUCERF - ALGER.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

CONSTRUCTION DE SILOS DE CÉRÉALES

La S.N.S.E.M.P.A.C. lance un avis d'appel d'offres international en vue de la RÉALISATION D'UN RÉSEAU DE SILOS DE STOCKAGE DE CÉRÉALES D'UNE CAPACITÉ GLOBALE DE TRENTÉ MILLIONS (30.000.000) DE QUINTAUX RÉPARTI en 41 sites. La capacité de stockage unitaire varie de 50.000 tonnes à 140.000 tonnes.

L'appel d'offres porte sur les lots suivants :

- Lot n° 1 - Génie civil, tous corps d'état ;
- Lot n° 2 - Equipements mécaniques ;
- Lot n° 3 - Equipements électriques.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer, à compter du 10 mai 1976, le cahier des charges contre la somme de 2.000 D.A. à la S.N.S.E.M.P.A.C. - Direction de Développement - 6, boulevard ZIROUT-YOUCERF à ALGER.

Les offres, accompagnées de pièces réglementaires et références, doivent parvenir sous double enveloppe et pli cachetés portant la mention : « APPEL D'OFFRES - SILOS DE STOCKAGE - SOUMISSION A NE PAS OUVRIR ».

La date du dépôt des offres est fixée au lundi 6 septembre 1976, délai de rigueur.

Les activités de la DGZ continuent de prendre de l'ampleur. Amélioration considérable de la structure du bilan.

Extraits du Bilan au 31 Décembre 1975

	Millions de DM
Actif	
Capital et réserves	1 823
Provisions	3 613
Autres actifs	9 963
Provisions	10 621
Autres actifs	11 611
Total bilan	17 029
Passif	
Capital et réserves de crédit	4 629
Provisions	4 603
Autres passifs	11 821
Provisions	7 981
Autres passifs	1 152
Total bilan	17 029

Deutsche Girozentrale
Deutsche Kommunalbank

Markengasse 31 - D-2000 Hamburg - 1974
Téléphone 040/2023 - Telex 41112

La «petite» équipe aux grandes ressources

حكومة الجزائر

FIANCERS

e BALO de se jundi 17

1000, jouissance 1^{er} janvier
nouvelle pour trois années

),

0771 Actions de 500 par
16 juin 1976 June

DM 220 millions d'actions

Taux du marché monétaire
à 30 jours : 7,12

INDICES QUOTIDIENS
 N° 100 : 31 déc 1971
 13 mai 1972

Indice français ..	38,1
Indice étrangers ..	197,1

DES AGENTS DE CHANGE
 (Base 100 : 29 déc. 1971.)

Indice général	71,4
----------------------	------

100	100
-----	-----

[illegible]

TABLE 1. (continued)

- COMPTANT			
	VALEURS	Cours précéd.	De v
Or, Imm. France.		128 50	1

20	Acier (verrière)...	107 50	10
	Ection Select...	...	10

2	68	Invest. et Conl...	101	16
2	..	Placem. Inter...	..	16
2	68	Sotragi.....	200	21
2	80			
1		Abellie (Gle Ind.)	2280	60
1		Applia. Hydraul.	\$25	32
0		Artios.....	\$8	50
5		Centros. Olmaz...	817	30
7		C. Bousset-Nebel	215	50
1		(Ny) Centrest...	130	60
1		(wy) Champex...	143	14
		Charg. Olan. (g.)	3064	3064

Customer.....	104	20	10
(L) Dev. R. Nord.	155		12
Florida Group	195		22

10	Electro-Verreux	246	24
6	Fin. Brétagne	55 10	6
46	Gar et Emu	378	8
50	La Mure	48 20	4
10	Lebas et Cie	198	18
	(N) Lardes		12
6	Cie Marcellin	30	3
68	S.V.A.I.M.	110	11
	OPB Parisien	68 10	6
30	Paris-Orléans	54	5

ARCHÉ

ARCHE

Compt. premier cours		Composition	VALEURS
810	150	Olden-Cory.	
434 60	25	Opfit-Pariss.	
299 10			
68 60			
176 20			
341	11	Paris-Franco.	
	25	Pachelbrunn.	

410	100 50 255	P.O.N. Pennyroyal... Painboit...
-----	------------------	---

15	177 60	405	Parson-Ric..
	84 50	107	Parrier.....
	78	78	Petrolen R.P.
20	122 ..	276	Pengost.....
	30 55	340	— job I.
		77	Pierre Auby.
	78 30	60	P.J.M.....
30	140	330	Puckin.....
10	188	100	Pellet at Ch..
	178 60		
50	220		
	501 30		

185	80	Pumpkin,....
186	80	P.M. Lobster.
187	80	Potatoes

180 00	180	Prima...
150 00	180	Presses Cith.
625	200	Préballi M.
411	160	Préballi M.
80 00	180	Prima...
77 50	180	Prima...
68 00	418	Prima...
	470	Sinter S.A.
		— (ch.)
219		
200 28		
278 50		
384	585	Radetech...
1830	68	Raffia (Foc)
316 40	178	Raffia (Foc)

215	40	120	North St. Exp.
128	20	280	Nordsee...
276		58	Rhône-Poul.
275		275	

960	200	2005-Jumbo
3125	435	One Imperial
584		
	67	Sacrier.....
	879	Sagan.....
30 85	198	Saint-Gobain..
1829	528	S.A.T.....
104	136	Saurles.....
59 00	114	Sawyer-Duv....
1874	172	Schneider.....
81 20	77	SCOA.....
120	112	Seifmug.....

1261	106	Sealtime...
542	250	S.I.A.S.
501	200	Sign. F. Fl.

344	268	S.I.I.C.
270 10	122	Slenco
404	60	S.I.M.N.O.R.
	1770	St. Resignol
361	78	Sograp
112 60	516	Soumer-AIL
101 75	256	Suez
34 60		
86 10	370	Takis-Luz

[illegible]

